

**S.N.C.F.:****des mesures contre les cheminots**

p. 10 - 11

**lutte  
ouvrière****Le  
mécontentement  
des travailleurs  
dans les  
entreprises**

p. 2-6 et p. 9 à 15

Hebdomadaire - paraît le samedi - N° 820 - 18 février 1984 - prix : 6 F

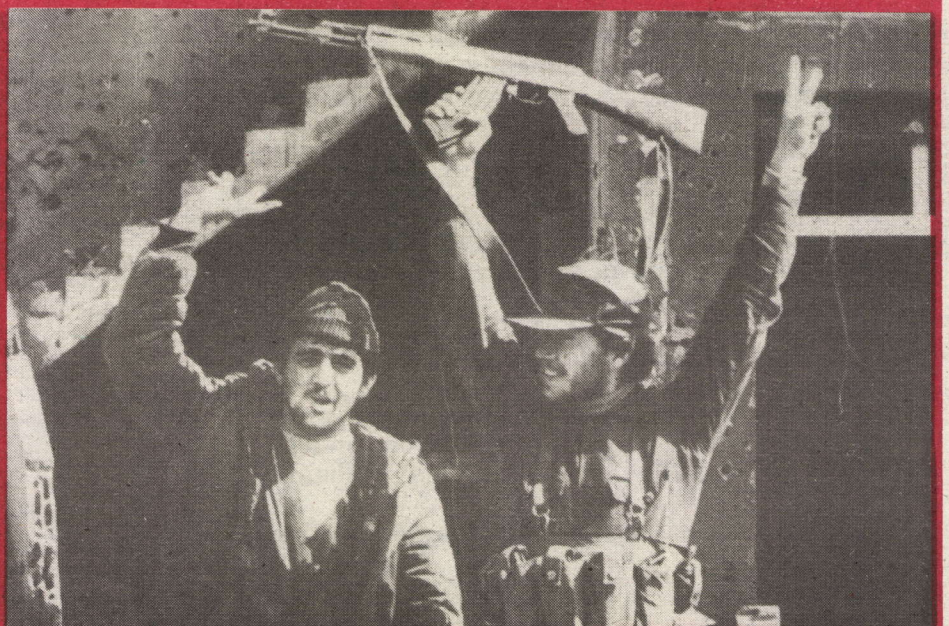
**Il faut contraindre le gouvernement  
à changer de politique,  
et ce ne sont pas  
des journées d'actions désordonnées  
qui le pourront.**

• U.R.S.S.



**changement dans la continuité  
et l'indifférence.**

• LIBAN



**l'impérialisme  
à la recherche d'une solution.**



# sommaire

## Dans le monde

- Page 4 :  
— Il y a 5 ans, en Iran, le régime du chah s'effondrait.
- Page 5 :  
— Au Kremlin : changement dans la continuité et l'indifférence.  
— Haïti : la « démocratie » duvaliériste.

## En France

- Page 6 :  
— Dans les entreprises : Massey-Ferguson (Nord) ; Norton La Courneuve.  
— Chasse aux immigrés, sous prétexte de drogue.
- Page 7 :  
— Licenciements : Mitterrand appuie sur l'accélérateur.
- Page 8 :  
— Armée : Acquittez les 3 soldats de Landau !
- Page 9 :  
— En lutte : Rhône-Poulenc Vitry ; Bourgogne-électronique Dijon.
- Pages 10 et 11 :  
— SNCF : des menaces contre les cheminots.  
— Deux ans de nationalisation : tout comme avant.
- Page 12 :  
— RNUR Billancourt ; AGF Paris Lafayette.  
— Lycée agricole de Blanquefort (Bordeaux).
- Page 13 :  
— CHR Bordeaux ; CHU Rouen ; Sécurité sociale Paris 20<sup>e</sup>.
- Page 14 :  
— Thomson Levallois ; bâtiment, région de Montbeliard.
- Page 15 :  
— Manifestations en Lorraine ; mines de fer ; Sacilor Gandrange ; Usinor Dunkerque ; Fonderies Nouvelles de l'Ondaine Firminy (Loire).

## Culture

- Pages 16 et 17 :  
— Livres : *La montagne d'ébène* de R. Brival ; *La grande usine* de P. Vincent ; *L'insoutenable légèreté de l'être* de Milan Kundera ; *Les coquelicots de l'Oriental* de B. Oussaid.  
— Les frères Bonneff : *La vie tragique des travailleurs* ; *Aubervilliers*.
- Pages 18 et 19 :  
— Films : *To be or not to be* de Mel Brooks ; *Jacques Mesrine* ; *La foire des ténèbres* ; *La quatrième dimension*.  
— Jacques Villeret à l'Espace Cardin.

**LUTTE OUVRIERE regroupe des militants pour qui le socialisme n'a ni le visage de Mitterrand, ni celui des actuels dirigeants de l'Union Soviétique.**

**Les travailleurs sont seuls capables de remplacer le capitalisme par une société libre, fraternelle, humaine, car communisme et socialisme sont le seul avenir possible pour l'humanité menacée par les guerres, les crises, l'épuisement des matières premières et la pollution dus à l'anarchie et à l'égoïsme de la société actuelle.**

**Les travailleurs devront détruire l'appareil d'Etat de la bourgeoisie, c'est-à-dire son gouvernement mais aussi son Parlement, ses tribunaux, sa police, son armée et exercer eux-mêmes, directement, le pouvoir, car le bulletin de vote ne peut pas changer la vie.**

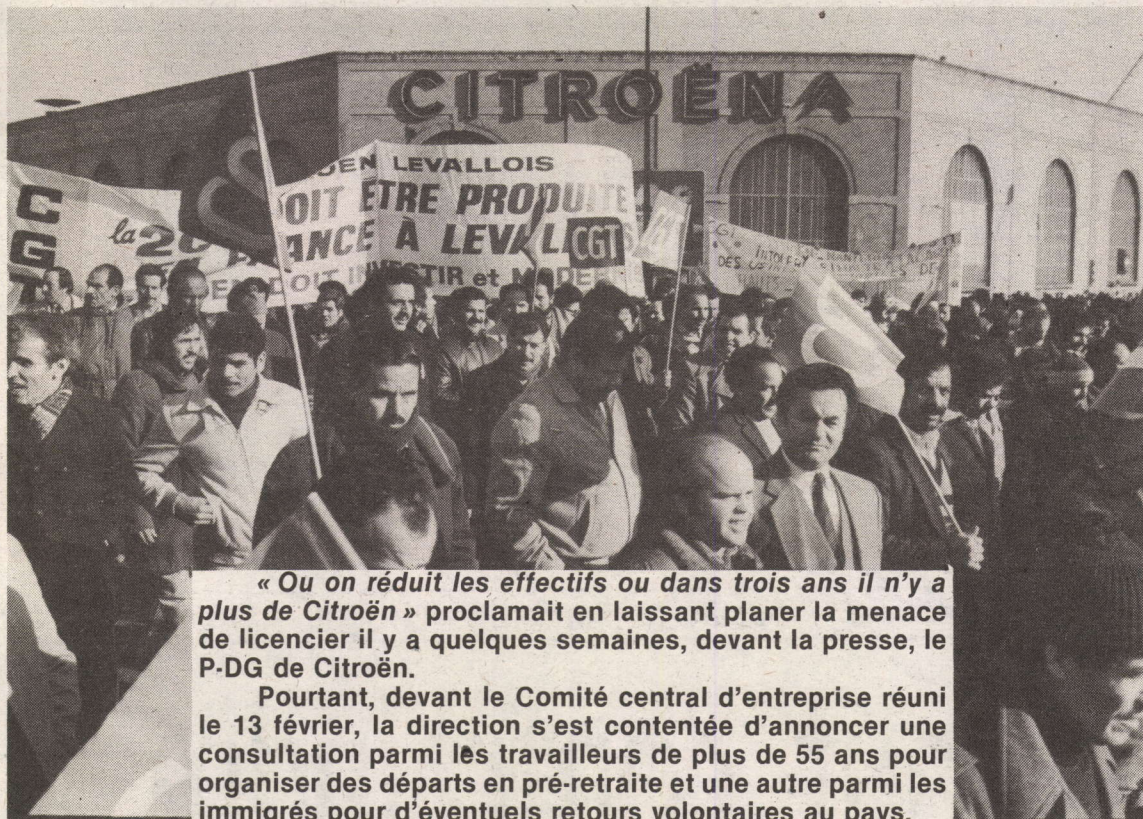
**Les travailleurs n'ont pas de patrie et ils savent qu'un peuple qui en opprime un autre ne peut pas être un peuple libre.**

**C'est pourquoi les militants qui animent ce journal s'affirment trotskystes, c'est-à-dire communistes et socialistes révolutionnaires et internationalistes.**

PPC, 25-27, rue de la Folie-Méricourt, 75011 Paris

Adresser toute correspondance à LUTTE OUVRIERE  
B.P. 233 - 75865 - Paris Cedex 18  
C.C.P. RODINSON PARIS 6851-10

# Citroën parle de sureffectifs et prépare les licenciements



« Ou on réduit les effectifs ou dans trois ans il n'y a plus de Citroën » proclamait en laissant planer la menace de licencier il y a quelques semaines, devant la presse, le P-DG de Citroën.

Pourtant, devant le Comité central d'entreprise réuni le 13 février, la direction s'est contentée d'annoncer une consultation parmi les travailleurs de plus de 55 ans pour organiser des départs en pré-retraite et une autre parmi les immigrés pour d'éventuels retours volontaires au pays.

Visiblement, la direction du groupe PSA — qui contrôle les automobiles Peugeot mais aussi Talbot et Citroën — a décidé, pour le moment, de miser sur ce que la presse a appelé « une stratégie douce » pour diminuer les effectifs chez Citroën. C'est que les patrons ont tiré aussi, à leur façon, les leçons de la grève de chez Talbot, à la fin de l'année dernière. Le P-DG de Talbot et de Citroën avait alors brutalement annoncé 2 900 licenciements à Talbot-Poissy. Et la grève avait éclaté parmi les OS de Talbot. La direction de PSA préfère aujourd'hui essayer d'éviter de renouveler l'expérience chez Citroën, particulièrement à Aulnay où les OS ont montré depuis deux ans qu'il n'était pas question pour eux de se laisser faire.

Quelles que soient donc les difficultés financières qu'elle prétend avoir, quelle que soit aussi probablement son envie de mettre les OS d'Aulnay au pas, la direction Citroën a, pour le moment, choisi la prudence en se contentant d'annoncer des mises en pré-retraite et une éventuelle aide au retour pour les immigrés volontaires. A Aulnay ces mesures ont été accueillies avec un certain soulagement. Cela dit, rien n'est véritablement réglé. En effet, la direction a d'ores et déjà fait savoir que si elle ne trouvait pas un nombre suffisant de volontaires pour les pré-retraites et pour les retours volontaires au pays, il faudrait envisager des licenciements. En fait, même si pour le moment elle n'ose pas affronter directement les travailleurs en annonçant des licenciements, elle fait en sorte de garder tous les atouts dans sa manche : elle ne révèle pas combien d'emplois précisément elle compte supprimer et, pour le moment elle ne fournit aucune précision quant aux conditions des pré-retraites ou du retour au pays. Elle se contente de faire circuler des

bruits, peut-être pour sonder les réactions des travailleurs et savoir combien il lui faudrait lâcher pour avoir son nombre de volontaires... si elle estime préférable pour elle de ne pas licencier.

Face à cela les travailleurs restent très circonspects. L'un d'eux, interviewé par la télévision à la sortie de l'usine, disait bien vouloir partir en pré-retraite. Mais, ajoutait-il, « après 40 ans de travail, la retraite, oui, mais pas si ce n'est que pour pouvoir se payer une baguette. Il faudrait aussi de quoi mettre du beurre dessus... ». Un autre travailleur disait dans l'usine : « La pré-retraite d'accord... mais pas à moins de 5.000 francs par mois ». Quant aux travailleurs immigrés, eux aussi paraissent très circonspects, particulièrement les Marocains qui connaissent les conditions dans lesquelles vivent leurs familles au pays et qui savent qu'il y a peu de chances pour que le montant de l'aide au retour leur permette de vivre convenablement au pays.

La CGT de son côté reste aussi dans l'expectative tout en maintenant son refus de tout licenciement. Elle ne se déclare pas hostile aux pré-retraites mais continue à axer une bonne partie de sa propagande contre « la casse de

Citroën » et pour le rapatriement des productions Citroën faites à l'étranger. En ce qui concerne les propositions d'aide au retour des immigrés, elle rappelle que « ce n'est pas sa revendication mais qu'elle défendra cas par cas ceux qui seront candidats ».

Tout le monde attend donc que la direction précise ses propositions mais beaucoup sont conscients de ce que cette imprécision même n'est peut-être pas sans arrière-pensées de la part du patron. Il espère peut-être voir les jeunes faire pression sur les plus âgés pour qu'ils acceptent les mises en pré-retraite à des conditions qui ne les satisfassent pas ou que certains immigrés subissent eux aussi des pressions pour leur faire accepter des « aides au retour » dérisoires, le tout sous le prétexte « d'éviter des licenciements ».

Un écueil dont nombre de travailleurs sont conscients. Ils savent d'expérience que si le patron de combat Citroën a opté pour la « stratégie douce », ce n'est pas parce que le loup est devenu agneau mais parce qu'il a peur de la réaction des travailleurs mais qu'il n'a sans doute pas perdu l'espoir de les rouler... en douceur. Reste à savoir s'il y parviendra. Ce n'est pas dit, loin de là.

Correspondant LO

### Bulletin d'abonnement

Je désire m'abonner aux publications suivantes (1) :

LUTTE OUVRIERE  
pour une période de un an : 180 F  
pour une période de six mois : 95 F

NOM : .....

LUTTE DE CLASSE  
(mensuel politique publié par Lutte Ouvrière)  
pour une période de un an : 60 F

Prénom : .....

Adresse : .....

Code postal : .....

Joindre la somme par chèque ou mandat-lettre à l'ordre de Michel Rodinson, CCP Paris 6851-10. A expédier à : LUTTE OUVRIERE, BP 233, 75865 Paris Cedex 18.  
(1) Rayer les mentions inutiles



## Il faut contraindre le gouvernement à changer de politique, et ce ne sont pas des journées d'actions désordonnées qui le pourront

**M**AIS qu'est-ce que veulent, qu'est-ce que cherchent les directions syndicales ? Le pouvoir d'achat a baissé pour tous les travailleurs, qu'ils soient employés de banque, cheminots, métallos ou fonctionnaires. Les 200 000 suppressions d'emplois pour 1984 prévues par le patronat et le gouvernement menacent l'ensemble de la classe ouvrière. Les uns sont menacés dans leur emploi et les autres verront leurs salaires baisser. Mitterrand déclare à la télévision que la plupart des licenciements demandés par les patrons sont justifiés, parce qu'il est dans le camp du patronat qui veut éponger la crise en la faisant payer aux travailleurs.

Mais face à la guerre économique déclenchée contre la classe ouvrière par le patronat et le gouvernement, les centrales syndicales, elles, après avoir fait le mort pendant deux ans, appellent, oh, même pas à une drôle de guerre, mais à de drôles d'actions. Tel jour, ce sont les chantiers navals, tel autre les banques, une autre fois les cheminots, la semaine d'après la métallurgie, celle qui suit, les mineurs... Chacun fait sa grève à la carte, et tous restent dispersés. Les dirigeants syndicalistes voudraient faire sentir aux travailleurs leur éparpillement, leur impuissance à se coordonner, en un mot les démoraliser, qu'ils ne s'y prendraient pas autrement.

Par contre, il suffit que quelques milliers d'agriculteurs mettent à sac une préfecture pour que Rocard accoure et fasse des concessions. Il suffit que 6 000 vignerons s'énervent à Narbonne, pour que le gouvernement s'inquiète et que tout le monde en parle. Mais le mécontentement de millions de travailleurs dilué sur des semaines en pétitions, délégations, débrayages symboliques ou en promenades inoffensives, passe quasiment inaperçu et rencontre l'indifférence générale.

C'est si vrai que Citroën a pu annoncer froidement ses plans de réduction des effectifs le jour même de la journée d'action de la métallurgie, suivi de très près par la Régie Renault qui a annoncé le lendemain qu'elle comptait supprimer 10 à 14 000

emplois. Et si cette fois, ni Renault, ni Citroën ne se sont payés le culot d'annoncer des milliers de licenciements comme l'avait fait Peugeot pour Talbot il y a deux mois, s'ils se sont bien gardés de chiffrer le nombre des licenciements à venir, s'ils n'ont parlé que de mises en pré-retraite, d'incitations au retour pour les immigrés, de mutations, ou de « stratégie douce » comme ils disent, ce n'est pas parce que les patrons de l'automobile ont été intimidés par cette journée d'action organisée en catimini. Non ! C'est uniquement parce qu'il y a un mois un millier d'OS de chez Talbot ont pris le coup de sang, malgré les capitulations des centrales syndicales. Il faut croire que ces travailleurs imprévisibles, n'obéissant plus aux syndicats, ont fait plus réfléchir les patrons et le gouvernement que tous ces manèges syndicaux réglés par avance. Cela signifie que des dizaines de milliers de travailleurs en colère, et le montrant, ne leur laisseraient même plus le temps de réfléchir, mais les feraient reculer.

Mais là n'est pas l'objectif des dirigeants des centrales syndicales. Car ils soutiennent ce gouvernement qui, lui-même, est au service des patrons, et cela les paralyse. Et quand ils appellent à des « actions », ils n'y croient pas eux-mêmes et ils laissent leurs militants locaux affronter le scepticisme et la défiance des travailleurs qui les entourent.

Parce qu'aujourd'hui, après trois ans de gouvernement de la gauche, les travailleurs de ce pays voient bien que ce ne sont pas leurs amis qui sont au gouvernement.

Oui, la classe ouvrière de ce pays voit bien qu'à chacun de ses sujets de mécontentement, c'est le gouvernement, ce bouclier du patronat, qu'elle trouve en face d'elle. Et tout le monde sent bien que toute véritable action, toute véritable lutte, toute grève sérieuse ne peut être qu'une lutte contre la politique du gouvernement, car pour atteindre le patronat, il faut faire reculer le gouvernement.

Arlette LAGUILLER

## En se déconsidérant et en démoralisant les travailleurs, la gauche au gouvernement contribue à donner un public à Le Pen

C'est une image relativement modérée que le leader du Front National, Le Pen, a cherché à donner de lui à la télévision lundi dernier. A l'entendre il ne serait qu'un « démocrate churchillien », même s'il admire le dictateur chilien Pinochet.

Car Le Pen, ce lundi soir, refusait l'épithète de fasciste, et même le qualificatif d'extrême-droite. C'est qu'il vise pour l'instant un objectif à plus court terme relativement limité : faire un bon score aux élections européennes de juin prochain. Son ambition est d'y

obtenir de 10 % à 15 % des voix, ce qui confirmerait à l'échelle nationale ses succès électoraux du XX<sup>e</sup> arrondissement de Paris, de Dreux et d'Aulnay, son espoir étant même, a-t-il dit, de devancer électoralement parlant le Parti Communiste.

Et pour sa campagne électorale Le Pen a préféré le visage d'un homme de droite musclé, juste un peu plus musclé que Chirac. En se présentant sur le même terrain, mais en parlant « peuple » et pas le langage châtié de l'ami de monsieur

Dassault, il escompte bien pouvoir récupérer une partie de l'électorat populaire du RPR. D'autant plus que le fait que RPR et UDF se présentent ensemble aux prochaines Européennes lui donne, à son avis, un atout supplémentaire.

Le mouvement de Le Pen est déjà un pôle pour tout ce que le pays compte de racistes avoués. Un bon score électoral donnera peut-être le courage à tous ceux qui le sont encore de façon inavouée de s'affirmer et s'afficher un peu

plus. Et si sur la lancée d'un succès électoral il recrutait, ce ne serait pas pour se contenter de manifester le jour de la fête de Jeanne d'Arc. Ce serait pour se donner les moyens de passer de la violence verbale à l'action : l'action anti-immigrés sans doute, mais aussi plus certainement encore anti-ouvrière.

Et si Le Pen fait un bon score, la gauche le lui aura permis et lui aura facilité les choses en décevant depuis deux ans son propre électorat.



Il y a 5 ans

Le 11 février 1979 en Iran

# La population occupait les casernes de Téhéran, s'armait et le régime du chah s'effondrait

Il y a cinq ans, le dimanche 11 février 1979, la population iranienne soulevée contre le régime du chah occupait les casernes de Téhéran, prenait les armes et mettait en déroute la fraction de l'armée restée fidèle à la dictature. Ainsi achevait de s'écrouler le régime mis en place par l'impérialisme américain en 1953 — sous les coups d'une insurrection populaire portant au pouvoir l'imam Khomeiny.

## Les explosions de colère et les émeutes de 1978.

Depuis plus d'un an déjà, les manifestations contre le régime se succédaient de quarante jours en quarante jours (durée du deuil musulman), prenant toujours plus d'ampleur. D'abord explosions de colère spontanées contre le régime corrompu, où le luxe des profiteurs s'étalait à côté d'une misère sans nom et qui ne se maintenait que par la répression systématique, les tortures et les assassinats de milliers d'opposants, ces manifestations furent, dès le printemps 1978, dirigées en grande partie par le clergé musulman.

Aurolé par le prestige de son opposition sans compromis au pouvoir, exilé en Irak — puis en France — depuis 16 ans, l'ayatollah Khomeiny apparaissait comme le chef politique le plus radical dans la lutte contre la dictature du chah. Et le clergé chiite, présent dans chaque village, avait la confiance et le soutien des paysans et des commerçants qui le suivaient dans ses revendications. A côté des religieux existaient certes des forces d'opposition au chah, dont : le Front National, regroupement des libéraux, influent surtout parmi la bourgeoisie intellectuelle ; le Parti Communiste iranien Toudéh, qui avait gagné en crédit ce qu'il avait perdu en effectifs à cause de la répression ; et les Moudjahedins du Peuple, « socialistes islamiques ». Mais tous, y compris le Parti Communiste, ne firent que reprendre à leur compte le mot d'ordre de « république islamique » et se ranger de fait derrière la hiérarchie religieuse.

Au cours de l'été 1978, des émeutes éclatent un peu partout. Devant leur ampleur, l'armée intervient à la rescousse de la police et le 8 septembre, le « vendredi noir », se solde par plusieurs milliers de victimes à Téhéran. La colère monte de plus en plus. Manifestations de rues à l'appel des religieux, grèves dans les services publics, les usines, les raffineries de pétrole, se succèdent dans les mois qui suivent, en opposition à la loi martiale qui a été décrétée. La répression est à chaque fois sanglante, d'autant plus que la population affronte les mains

nues et la poitrine découverte la mitraille d'une police et d'une armée ultra-équipées et entraînées par des instructeurs américains. Car les religieux, s'ils sont prêts à mobiliser les masses populaires pour abattre le régime du chah, se refusent toujours à les armer, dans leur crainte que ces mêmes masses armées ne se battent pour leur propre compte.

## Le chah recule devant les manifestations.

Devant l'ampleur des manifestations, le chah recule, nomme un opposant modéré, Chapour Bakhtiari, à la tête du gouvernement. Mais cela ne fait que renforcer la détermination de la population. Le 16 janvier, le chah s'enfuit d'Irak. C'est l'explosion de joie. Le 19, à l'appel de Khomeiny, quatre millions d'Iraniens manifestent dans les rues de Téhéran réclamant l'instauration d'une république islamique. Le 1<sup>er</sup> février, Khomeiny fait un retour triomphal à Téhéran. Il appelle de nouveau la population à manifester huit jours plus tard pour demander la fin du gouvernement provisoire, mais cherche à tout prix à éviter un affrontement entre le peuple et l'armée. Il souhaite faire basculer les forces de répression de son côté, tout en les laissant intactes.

## Le 10 février 1979 : Les aviateurs distribuent des armes à la population.

Ce sera une provocation venant des « Immortels » (les troupes fidèles au chah) qui mettra le feu aux poudres. Le 10 février, ils s'attaquent à une caserne d'aviateurs. Pour échapper au massacre, ces derniers distribuent des armes à la population. Dès lors, il ne faudra pas deux jours au gouvernement pour s'effondrer.

Ainsi, par sa mobilisation, sa détermination, la population pauvre d'Iran a réussi à renverser une dictature forte du soutien de l'impérialisme américain et disposant d'une armée puissante et équipée. Cependant, le nouveau régime mis en place, s'il bénéficie — et bénéficiera pendant longtemps encore — d'un large soutien populaire, sera instauré hors de tout contrôle de la population, et même contre elle.

## Un nouveau régime islamique instauré hors du contrôle populaire avec le soutien de tous les partis.

Toute la politique menée dès lors par Khomeiny va consister à désarmer, physiquement et moralement, la population mobilisée, à la détourner des problèmes réels qui se posent, pour l'embrigader sur des objectifs qui ne servent en rien ses intérêts. Et la tâche lui sera facilitée par les autres partis d'opposition qui, alors même que les fidèles de Khomeiny, les « hezbollahi » du Parti de Dieu, s'en prennent à leurs militants, continueront des mois encore à soutenir le républicanisme des mollahs. Ainsi le Toudéh, par exemple, qui appelle à voter « oui » à la Constitution islamique ou qui, en août 1979, soutient les candidats khomeinistes là où il n'est pas présent.

## Le désarmement de la population.

Une des premières mesures prises par Khomeiny sera d'appeler la population à déposer les armes dans les mosquées, sous le contrôle des mollahs, où elles passeront entre les mains des Pasdaran, les milices chargées de faire régner « l'ordre islamique », c'est-à-dire d'imposer toutes les mesures réactionnaires prises par les dirigeants. Mais ces derniers se garderont bien de toucher à l'armée, si ce n'est en faisant exécuter des dignitaires par trop compromis avec le régime impérial.

Car, plusieurs mois après l'instauration de la République Islamique, l'agitation et la mobilisation populaires sont loin d'être retombées dans le pays. Au contraire, les manifestations, les grèves dans le complexe pétrolier d'Abadan reprennent, des émeutes éclatent, notamment parmi les Kurdes, minorité opprimée sous le chah, qui réclament l'autonomie. Ce sera l'occasion pour Khomeiny de tester l'armée du chah, en l'envoyant mener la répression dans le Kurdistan. Dans le même temps, pour détourner le mécontentement, ses fidèles organisaient une opération de diversion en occupant l'ambassade américaine de Téhéran.

## 1980 : Les partis de gauche interdits ; la chasse aux opposants.

L'année 1980 va voir un renforcement de la répression. Les journaux d'opposition, les partis de gauche sont interdits et l'attentat le 28 juin contre le siège du PRI (le parti gouverne-



Le 11 février 1979 : la population en armes dans les rues de Téhéran

mental) sera prétexte à une chasse aux opposants systématique et sur une grande échelle : une vingtaine de milliers de personnes auraient été exécutées au cours de l'année, trois fois plus emprisonnées. Le large soutien dont avait bénéficié Khomeiny un an et demi plus tôt va s'amenuisant. Car aucun des problèmes pour lesquels la population s'était soulevée n'a été réglé. Au contraire. Les inégalités sociales demeurent, la misère s'accroît, encore aggravée par la désorganisation économique — le niveau de vie des travailleurs a diminué de moitié depuis la chute du chah — et les minorités nationales restent toujours opprimées.

## Septembre 1980 : déclenchement de la guerre contre l'Irak.

La guerre déclenchée par l'Irak en septembre 1980 va cependant permettre à Khomeiny de resserrer les rangs derrière lui. Bien que le gouvernement iranien se soit toujours gardé de s'adresser aux masses arabes opprimées des autres pays, il n'en restait pas moins que les dirigeants arabes craignaient l'exemple de la révolution iranienne, notamment en Irak où la population pauvre, chiite, était dans le sud du pays, proche de la frontière avec l'Iran. De plus, en septembre 1980, le régime des ayatollahs semblait affaibli : isolé du reste du monde à cause de l'affaire des otages américains, devant affronter des oppositions dans l'armée, la révolte des Kurdes et le mécontentement populaire dû à l'aggravation de la situation économique.

Mais, au lieu de l'écrasement escompté, la guerre va au contraire conduire à une con-

solidation du régime. L'armée sera reprise en mains, la population va être embrigadée pour « soutenir l'effort de guerre », soit en allant se battre, encadrée par l'armée et les Pasdaran, soit en se voyant interdire toute grève, imposer une baisse des salaires et une augmentation de l'horaire de travail dans les usines.

Depuis plus de trois ans maintenant, la guerre continue. Les armées irakiennes ont dû reculer en deçà de l'ancienne frontière, mais les dirigeants iraniens n'ont pas poursuivi l'offensive, craignant trop qu'un effondrement du régime irakien ne précipite une révolte des masses, ce qui ne saurait être sans conséquence en Iran même. Cette guerre a déjà fait plus de 300.000 morts, vraisemblablement deux fois plus de blessés, des villes ont été rasées, la population contrainte à l'exode et à une misère encore pire. Mais aucun des deux pays n'est pressé d'y mettre fin, en ce sens qu'elle sert de dérivatif pour détourner le mécontentement intérieur.

Alors, cinq ans après s'être soulevés contre la dictature du chah, qu'ont obtenu les paysans et les ouvriers d'Iran ?

La République Islamique est toujours en place. Mais les aspirations populaires pour un régime démocratique, capable d'assurer à tous une vie décente, ce pour quoi les millions d'opprimés de ce pays étaient prêts à donner leur vie, ont été foulées aux pieds et les imams au pouvoir font régner une dictature réactionnaire qui n'a rien à envier à celle du chah. Car, pour avoir mis leur confiance en des forces politiques respectueuses de l'ordre bourgeois et des profits des possédants, les exploités d'Iran se sont vu confisquer leur révolution.

Marianne LAMIRAL



# AU KREMLIN

## Changement dans la continuité et l'indifférence

De prolongation en prolongation, le « refroidissement » qui obligeait depuis six mois Andropov à garder la chambre vient de le conduire dans une petite niche du mur du Kremlin. Il y a rejoint celui dont il avait fait l'éloge funèbre et pris la succession à la tête de la bureaucratie soviétique, voici quinze mois : Brejnev.

Malgré son peu de durée, l'ère Andropov ne sera pas passée inaperçue, sinon à l'étranger, du moins en URSS même. En effet, celui que la presse occidentale avait cru pouvoir présenter comme un « libéral », un « intellectuel » et un « champion de la lutte contre la corruption », a surtout laissé son nom à toute une série de mesures s'en prenant au niveau de vie et aux conditions d'existence de la classe ouvrière soviétique.

Aussitôt devenu secrétaire général, cet ancien chef de la police politique (le KGB) avait entrepris une vaste campagne contre ce qu'il appelait « les violations de la discipline du travail ». Pratiquement, cette campagne et les mesures qui l'ont ponctuée ont eu un double but. D'abord préparer la classe ouvrière à accepter une diminution de son niveau de vie, au nom d'une prétendue « lutte pour la culture d'une consommation rationnelle » visant à « consommer moins de biens matériels et plus de culture soviétique » ! Ensuite, faire sentir encore un peu plus le poids, le contrôle des autorités sur cette même classe ouvrière.

Plusieurs lois et décrets ministériels s'y employèrent. Il y eut d'abord, en juin 1983, la loi sur les « collectifs de travailleurs » qui, sous couvert d'introduire « l'autogestion » dans les entreprises, renforçait surtout l'encadrement des travailleurs par les instances du parti. Le 7 août, la Pravda publiait un décret du Conseil des ministres concernant la répression des « violations de la discipline du travail ».

Ce texte énonçait toute une série de mesures réprimant l'absentéisme au travail, l'alcoolisme dans les entreprises, la médiocre qualité du travail, les pertes de temps, etc. Pour renforcer cette « discipline » était édictée toute une gamme de sanctions : mutation à des postes moins rémunérés, réduction des primes de 50 %, retenues sur le salaire, diminution de la durée des congés annuels, quasi-interdiction de changer d'emploi.

L'énoncé de ces mesures ne surprend pas grand-monde : il ne faisait que couronner une campagne déclenchée depuis plusieurs mois. En fait, depuis l'accession d'Andropov au poste suprême, on avait vu la milice effectuer des patrouilles dans les rues, des contrôles dans les magasins et cinémas pendant les heures de travail, ceci afin de vérifier s'il n'y aurait pas eu parmi les présents des travailleurs « en fausse » à une heure où ils auraient dû se trouver dans leur entreprise. Sur cette lancée, en décembre dernier, les autorités faisaient savoir que seraient aggravées les peines prévues pour ceux qui, employés dans les services (restaurants, taxis, kiosques, etc.) accepteraient des paiements non prévus, fût-ce sous forme de pourboires.

Bien entendu, ce nouvel attirail de mesures répressives ne règle en rien les problèmes des travailleurs soviétiques, problèmes qui constituent précisément la cause de ces « infractions à la discipline du travail » : la faiblesse des salaires nominaux (1), le fait que pour s'approvisionner il faille faire des queues interminables devant la moindre boutique, boutique où l'on va d'ailleurs faire ses courses dans la journée, car le soir, après le travail, elles n'ont souvent plus grand-chose d'intéressant à vendre.

Non ces mesures n'ont rien réglé aux problèmes dont souffre l'économie soviétique. Par contre, elles ont sans doute contribué à rendre encore un peu plus difficiles les conditions d'existence de la grande masse des travailleurs d'Union Soviétique.

Maintenant, le fait que Tchernenko ait remplacé Andropov ne va rien, absolument rien changer pour cette même population. Car s'il est des pays où le changement du chef de l'Etat peut faire surgir bien des espoirs (et au moins autant d'illusions), tel n'est pas évidemment pas le cas en URSS.

Hormis la clientèle particulière et limitée des membres de l'appareil qui, ayant plus ou moins lié leur carrière à tel ou tel dirigeant de la bureaucratie, ont sans doute quelques raisons de craindre (ceux qui avaient misé sur Andropov) ou d'espérer (ceux qui sont liés à Tchernenko) des modifications de situation personnelle, il ne doit pas y avoir grand monde à attendre grand-chose de ce changement de visage sous la « chapka » du secrétaire-général.

La bureaucratie se sent sans doute assez forte pour que son rôle parasitaire ne se ressente guère d'une maladie prolongée de son chef et pour qu'il s'accorde d'un relatif anonymat de son numéro 1. La biographie d'Andropov ne présentait déjà rien de bien remarquable. Celle de son successeur, Tchernenko, fait surtout ressortir un bureaucrate dont toute la carrière s'est déroulée dans l'ombre de Brejnev et dont la principale qualité, dit-on, serait d'avoir été le commentateur des discours de Brejnev et le porteur de sa serviette !

(1) 120 roubles mensuels pour le SMIC, 180 R pour le salaire moyen, 280 R pour un ouvrier hautement qualifié, alors que le conducteur faisant le taxi « au noir » peut gagner 100 R par soirée à Moscou.



Des bureaucrates enterrent un des leurs.

## Place (rouge) aux vieux...

Pauvre Tchernenko ! A peine promu au poste de numéro 1, le voilà victime de la censure. En effet, l'éloge funèbre qu'il fit de son prédécesseur ayant été ponctué d'hésitations, de quintes de toux, la télévision soviétique coupa tout simplement tous les passages du discours laissant entendre (et comment !) que le nouveau secrétaire général n'allait pas forcément très bien.

Du coup, on peut se demander si le choix de Tchernenko

— que certains commentateurs ont trouvé surprenant, alors qu'il avait été coiffé sur le poteau par Andropov voici quinze mois — ne serait pas au contraire tout à fait logique.

Son âge avancé (72 ans), une maladie qui l'a tenu écarté des affaires, dit-on, trois mois cette année, auraient même constitué les principaux et seuls atouts de celui qu'on présente comme le plus insignifiant du Politburo. Pour cela même, son

élection permettrait aux « jeunes » (tout est relatif) d'un Politburo dont l'âge moyen tourne autour de soixante-dix ans, de prendre leur tour sans trop d'impatience.

Un peu de la même façon que Tchernenko et les autres auraient accepté de laisser occuper le devant de la scène à un Andropov dont on nous révèle aujourd'hui qu'au moment de son élection il résidait déjà dans un hôpital...

P.L.

## HAÏTI

### La « démocratie » duvaliériste

Le 30 janvier dernier, le secrétaire d'Etat américain George Shultz avait adressé un memorandum au Congrès américain assurant que le gouvernement Duvalier « fait effort(...) pour mettre en place une réforme politique essentielle à la démocratisation » du pays. Le 12 février, il y a eu des élections législatives à Haïti. Faisaient-elles partie de ce processus de démocratisation dont parle le représentant américain ?

Il y avait plus de 300 candidats. Tous faisaient partie du CONAJEC (Comité National d'Action Jean-Claudiste), sauf... un ! Mais au moins cela a l'avantage d'assurer un résultat favorable au dictateur Jean-Claude Duvalier : les 59 députés élus sont tous « Jean-Claudistes ».

La nouveauté démocratique réside peut-être dans le nombre des candidats, puisqu'il y a en moyenne 5 à 6 candidats

pour un siège, tous duvaliéristes bien entendu. Malgré toutes ces barrières, la population d'Haïti, dans cette parodie de consultation électorale, a exprimé ses sentiments.

D'abord, dans les villes, seuls 39,5 % des citoyens ont participé au vote. Une désaffection qui ne doit rien au hasard. Et puis, fait remarquable, 30 sortants ont été battus, sur 51 de l'ancienne Chambre. Les électeurs ont choisi parmi les candidats duvaliéristes ceux qui leur paraissaient les moins liés au clan Duvalier et ont presque systématiquement écarté les hommes patentés du régime : ancien ambassadeur, ancien ministre, ex-responsable de région... Ainsi, dans la deuxième ville du pays, à Cap-Haïtien, l'ancien préfet a été battu de 7000 voix.

Quant aux partis opposants, qu'ils soient à Haïti comme le PDCH (Parti Démocrate Chrétien

d'Haïti) ou en exil comme le PSCH (Parti Social Chrétien d'Haïti), ils n'avaient pas pu se présenter. Le dirigeant du PSCH, M. Grégoire Eugène, n'avait pas été autorisé à rentrer en Haïti. Quant au seul et unique candidat non étiqueté duvaliériste, il a dû se réfugier dans un couvent pour échapper aux menaces des partisans duvaliéristes.

Le régime haïtien, avec la famille Duvalier au pouvoir depuis les années 50, même avec un masque électoral, reste une dictature féroce qui ne trompe personne. C'est un des pays les plus pauvres du monde, le plus pauvre de toutes les Caraïbes et même du continent américain.

Et pourtant, c'est un tel masque démocratique qui assure, aux yeux des dirigeants américains, le visage du monde dit « libre ».



MASSEY-  
FERGUSON  
(Marquette)

DANS  
LES ENTREPRISES

## Feu vert pour les licenciements

Mardi 14 février, la direction départementale du travail a donné son accord à la direction du trust de machinisme agricole Massey-Ferguson pour supprimer 465 emplois sur 595 initialement prévus à l'usine de Marquette-lès-Lille. Des travailleurs de certains ateliers, 49 ouvriers de plus de 50 ans et 16 frontaliers belges de plus de 57 ans sont « repêchés ». Pour les 25 délégués qui figurent sur la liste, il doit y avoir une procédure spéciale... un sursis pour eux.

Tout le monde s'attendait à ce que la décision soit prise. Depuis plus d'un mois, la direction a déserté l'usine. Du côté des ministères et du préfet, c'est le silence. Mauroy avait déclaré le 22 décembre au conseil municipal qu'il allait s'occuper du dossier Massey-Ferguson. Mais l'affaire était entendue. Massey-Ferguson et le ministère de l'Industrie étaient d'accord depuis le début. En effet, une convention était signée en mars 1983 prévoyant une aide de 100 millions de francs et autorisant Massey-Ferguson à supprimer 1 100 emplois.

Depuis l'annonce des licenciements, le 30 juin 1983, de licenciements de la production en occupations de l'usine, de négociations en opérations coup de poing, les réactions se sont succédé sans discontinuer, organisées par l'intersyndicale CGT-CFDT-FO. Cela nous a permis à chaque fois de faire reculer les échéances.

Mais au fur et à mesure que les mois passaient, il est devenu de plus en plus évident que le gouvernement refusait de revenir sur sa signature, justifiant la fermeture de la Fonde-

rie, et la restructuration de Massey au nom de la rentabilité.

Depuis le début du conflit, il a fallu encaisser les critiques des responsables syndicaux départementaux et fédéraux qui trouvaient que les militants de Massey critiquaient trop la politique du gouvernement et s'en prenaient trop à Mauroy. Il ne fallait pas, selon eux, se tromper de cible.

Au bout de plusieurs mois de lutte, devant l'absence de soutien des responsables syndicaux et politiques de la CGT, de la CFDT, de FO, du PS et du PC, les militants de l'intersyndicale ont fini par prendre un coup de colère et expédier une lettre ouverte demandant s'il fallait faire comme les agriculteurs, ou même mettre le feu à l'usine ou à la mairie de Lille pour se faire entendre.

En réponse, une délégation d'élus du Parti Communiste est venue quelques heures à l'usine et un député a fini par reconnaître qu'il faudrait une manifestation commune de ceux de la navale, de la sidérurgie, des mines, « 20 000 ouvriers dans les rues de Lille »... et ça ce sont encore des mots.

Vendredi dernier, un meeting de soutien s'est déroulé dans l'usine. 600 à 700 militants d'une cinquantaine d'entreprises de la région sont venus affirmer leur solidarité. Et nombreux sont ceux qui ont pu sentir concrètement aux interventions des militants de l'entreprise que le gouvernement était un faux ami et qu'il avait pris parti pour les capitalistes de Massey.

Ils ont pu voir aussi que les directions syndicales ont un

pied dans le gouvernement et ne semblent guère pressées d'organiser la riposte nécessaire face à l'ampleur des licenciements prévus dans la région. Les responsables départementaux de FO ont refusé de venir apporter leur soutien. Celui de la CFDT a tenté de convaincre l'assistance qu'il pourrait y avoir de bons licenciements si — et c'est là le problème — des emplois étaient créés parallèlement. Le secrétaire de l'union départementale CGT a ouvertement défendu la nécessité de se battre contre les licenciements. Mais concrètement, les lettres informant les militants CGT de ce meeting de soutien décidé quatre jours plus tôt, ne sont arrivées dans de nombreuses entreprises que le matin même... ou le lendemain... alors que le conflit dure depuis sept mois. Les militants CGT de Massey auraient voulu que ça aille plus vite.

Mercredi 15 février, plus de 300 ouvriers dont 200 licenciés environ sont venus à l'assemblée générale. Les responsables syndicaux sont intervenus pour dire que : « Si les lettres arrivent, il ne faut pas laisser tomber ».

Mais après sept mois de lutte, les ouvriers comme les militants hésitent à entamer une nouvelle épreuve de force bien qu'ils soient conscients qu'en occupant l'usine les licenciés seraient en meilleure situation pour faire payer le plus cher possible la direction et le gouvernement.

De toute façon, on doit entendre encore parler de la lutte à Massey.

Correspondant LO

## NORTON (La Courneuve)

## Encore une semaine de débrayages

Commencés la semaine dernière, les débrayages ont continué cette semaine chez Norton.

Même si nous nous y sommes retrouvés un tout petit peu moins nombreux, la détermination de ceux qui y participent est toujours la même. Depuis lundi 13, nous nous retrouvons chaque jour dans un atelier différent pour tenir notre assemblée. Mercredi, c'est dans l'atelier du Tournage que nous nous sommes réunis, atelier où le directeur se trouvait également, ce qui nous a permis de le retenir le temps de lui poser quelques questions : « Comment voulez-vous que les nouveaux embauchés, avec des salaires de 3.500 F-4.500 F par mois, un loyer de 1.200 F et plus, puissent vivre ? » a dit

une ouvrière ; un travailleur intervenait à son tour : « Quand j'arrive à la maison avec ma feuille de paie, ma femme me dit : « Comment se fait-il que ton salaire baisse au lieu d'augmenter ? » ; un autre : « Vous dites que ça ne va pas, mais dans mon secteur, il y a 15 % de travail en plus et vous faites faire des heures supplémentaires ! » ; un autre : « Si on prenait l'argent des voitures de fonction pour les salaires, il y en aurait ! Vous venez d'acheter une BX ! » ; un délégué de la CFDT renchérissait : « Combien vous coûte l'avocat que vous payez en permanence, combien vous coûte l'huissier que vous payez en permanence ? ».

Et ce ne sont là que quelques exemples. Il a maintenu

sa position en se lamentant une fois de plus sur les difficultés de l'entreprise, mais nous étions contents de lui avoir dit en face et sans qu'il puisse se dérober ce que nous pensions de sa politique salariale.

Jeudi, les travailleurs de l'atelier des diamants qui débrayaient jusque-là une heure par jour, ont décidé de se mettre en grève 24 heures. Ils étaient 12 à l'équipe du matin et à la normale à avoir pris cette décision. Ils ont proposé lors de l'assemblée de 10 heures que les autres travailleurs les suivent, proposition qui n'a pas été suivie.

En tout cas, ils ont décidé de se retrouver tous les 12, vendredi matin, pendant que le reste des grévistes continuent les débrayages d'une heure.

Correspondant LO

## Ilôt Châlon, près de la gare de Lyon

## Sous prétexte de chasse à « la blanche », une véritable chasse aux immigrés



« Raffle dans le repaire des vendeurs de drogue », titrait en pleine page à la Une, *France-Soir* du 15 février. Sur près de la moitié de cette page, une photo d'Africains alignés contre un mur et que surveillent des policiers armés de pied en cap. Pour que nul n'en doute, *France-Soir* précise en légende que ce sont des « trafiquants (qui attendent d'être embarqués » tandis qu'un gros sous-titre annonce que « 620 irréguliers, « dealers » et pickpockets (ont été) interpellés » lors de la rafle effectuée par la police, mardi 14, dans l'îlot Châlon, derrière la gare de Lyon.

Bref, la cause est entendue : ce quartier sordide occupé par 3 000 personnes était un repaire de la drogue et ses habitants, en majorité des émigrés africains, des gens « louches » pour le moins, voire des trafiquants. Oh, bien sûr, *France-Soir* ne l'écrit pas aussi clairement, mais tout le laisse entendre, ses titres à la Une, la photo en première page, mais aussi celles de la page 5 où l'on voit des Africains fouillés puis embarqués que les légendes du journal présentent, encore, comme des « trafiquants ».

Le corps de l'article que signe un certain Marc Babronski, ne fait pas non plus dans la nuance. Pour faire encore un peu plus peur, il annonce que 1 000 policiers ont investi ce quartier de 3 000 habitants alors qu'en fait il n'y en avait « que » 500, comme l'écrivent tous les autres journaux, ce qui est déjà énorme et suffisant pour que le quartier soit dévasté. Les valises, les affaires, voire les meubles jetés par les fenêtres par les policiers, les brutalités policières (dont radios et télévision se sont fait les échos), le reporter de *France-Soir* n'a évidemment rien vu.

Par contre, il a vu « 600 Africains » interpellés avec « sous leurs baskets, des doses de « blanche » et dans les poches de leur « training » des liasses de billets de

500 F ». Oui, *France-Soir* a vu tout ça, à travers de grosses lunettes, celles du racisme et des préjugés les plus bas que ce journal n'hésite pas à flatter et à susciter, persuadé, sans doute, que cela pourra permettre d'augmenter ses ventes.

Que la police judiciaire n'ait vu, elle, que 21 vendeurs de drogue à inculper (ce qui est déjà important) et non 620 prétendus « trafiquants » n'a bien entendu pas étouffé *France-Soir*. Il s'est contenté, le lendemain, de publier ce chiffre (sans désavouer évidemment ses mensonges de la veille) avec quelques autres chiffres fournis par la préfecture indiquant que la plupart des gens interpellés dans l'îlot Châlon risquaient d'être expulsés, non pas pour trafic de drogue mais pour défaut de papiers.

Du temps de Giscard, le ministre de la Police, Poniowski, appelait cela des « opérations coup de poing » : c'était clair, net et sans (ou avec) bavure. Aujourd'hui, la police continue comme sous Poniowski : les rafles anti-immigrés sont restées les mêmes mais on les camoufle sous le prétexte de la lutte contre la drogue.

Et tout le monde (le beau monde, s'entend) y trouve son compte. Une certaine presse qui en profite pour en rajouter dans le sens du racisme. Le gouvernement qui avait conçu cette opération comme une véritable mise en scène destinée à servir de faire-valoir aux déclarations du secrétaire d'Etat à la Sécurité publique, Franceschi, venu commenter sur Antenne 2, mercredi 15, le plan de lutte anti-drogue gouvernemental. Et Chirac aussi qui ne peut que voir d'un bon œil les immigrés être expulsés d'un quartier où la mairie de Paris et les promoteurs ont prévu, de longue date, une nouvelle opération immobilière de prestige, à deux pas des tours de la gare de Lyon et du nouveau Bercy.

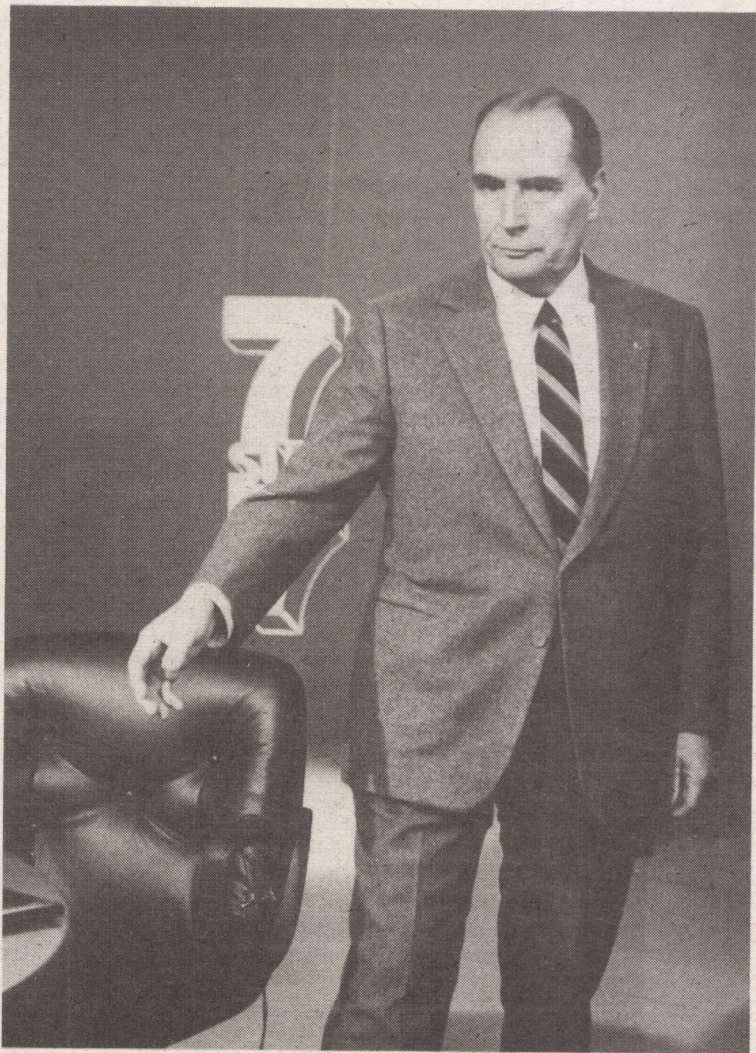
P.L.





## Mitterrand appuie sur l'accélérateur

« La lenteur des réponses apportées aux demandes justifiées de licenciements est souvent une cause de difficulté. Il faut corriger cela », a déclaré Mitterrand le 12 février dernier au cours de l'émission 7 sur 7. Trois jours plus tard, le journal *Les Echos* écrivait que le président de la République avait demandé à Bérégovoy et à Ralite de donner des consignes aux directeurs départementaux du Travail pour que l'administration accorde plus rapidement les autorisations de licenciements demandées par les patrons.



Mitterrand à l'émission 7 sur 7 : l'accélération des procédures de licenciement ça arrive... comme dans un fauteuil !

Il s'agit bien sûr là du problème des licenciements collectifs, pas des cas individuels. Actuellement lorsqu'un patron veut réduire ses effectifs, sa demande d'autorisation de licenciement doit d'abord être soumise aux représentants du personnel dans le cadre du Comité d'établissement ; cette première démarche doit être faite dans un délai d'un mois. Après quoi l'inspection du travail a encore entre 15 jours et un mois pour donner son accord. En cas de désaccord de l'inspection du travail, le patron peut avoir recours directement au ministère du Travail qui dispose, lui, de quatre mois pour donner ou pas l'autorisation de licencier.

Mais ce qui fait enrager les patrons c'est que ces délais, entre deux et six mois, sont souvent allongés lorsque par exemple les syndicats font appel à un juge des référés pour manque d'information, ou demandent la nomination d'un expert... Bref lorsqu'ils essaient, sur le plan juridique, de mener une bataille contre ces licenciements. Pourquoi perdre son temps, expliquent maintenant les patrons, puisque dans la grande majorité des cas (86 % des cas) l'administration finit par donner son accord aux licenciements envisagés par le patron.

Consigne serait donc donnée, selon *Les Echos*, pour que désormais on aille vite, et qu'on s'en tienne au délai minimum, c'est-à-dire que l'on expédie l'affaire en moins de deux mois.

Et Mitterrand rêve même de

faire mieux. Faire se dépêcher les inspecteurs du travail est une simple affaire de consigne, par contre rendre les licenciements encore plus rapides en réduisant les délais de consultation des représentants du personnel est plus délicat. « Ce n'est pas du domaine des pouvoirs publics » a déclaré aux *Echos* un conseiller du président de la République, mais « ce sujet est typiquement négociable ». Et l'Elysée compte encourager les syndicats à débattre avec le patronat du raccourcissement des délais précédant l'envoi du dossier de demande de licen-

ciement à l'inspection du travail.

Ainsi, Mitterrand ne s'est pas seulement contenté de demander aux ministres des Affaires sociales et de l'Emploi de secouer leurs services pour que ceux-ci se montrent plus empressés à satisfaire les patrons. Il voudrait aussi associer les directions syndicales à l'accélération du rythme des licenciements.

Plus les patrons sont pressés de licencier, plus Mitterrand est pressé de leur plaire.

Olivier BELIN

### La gêne du ministre de l'Emploi

Jack Ralite, le ministre communiste de l'Emploi, s'est empressé, à la sortie du Conseil des ministres de mercredi, de faire une sorte de démenti à propos de l'article des *Echos* annonçant l'intention du gouvernement d'accélérer les procédures de licenciements. Mais son démenti embarrassé ne dément rien : je fais la politique « sur le terrain »... « avec les outils que nous avons et le président de la République ne m'a pas demandé de les modifier ».

Mais personne n'avait dit qu'il s'agissait de changer la législation en vigueur, mais seulement de donner consigne aux fonctionnaires chargés d'étudier les demandes patronales, et avec le même « outil », d'accélérer les cadences.

Oui ou non l'intention du gouvernement est-elle d'accorder plus vite, c'est-à-dire dans le délai minimum prévu par la loi, les autorisations de licenciements ? Mitterrand l'avait déjà dit clairement à la télévision le dimanche... Ralite préfère parler d'autre chose.

O.B.

## Le président sème, les patrons récoltent

Il paraît que Mitterrand maîtrise aujourd'hui parfaitement le dialogue télévisé ; qu'au fil de ses apparitions sur le petit écran, sa prestation s'améliore. Peut-être ! Mais à condition d'être plus sensible à la musique qu'à la parole.

Dimanche 12 février, lors de l'émission 7 sur 7, les propos présidentiels avaient un petit son de déjà entendu : une reconfirmation de la nécessaire poursuite de l'effort de redressement national.

Il y eut quand même quelques petites nouveautés dans le discours de Mitterrand. Pas pour les travailleurs. Eux n'avaient droit qu'aux pensées émues du président : « Ceux

qui croient en nous, qui veulent que nous réussissions, ils sont frappés, ils souffrent, ils vivent dans l'angoisse... Je crois aux chances de la France, je voudrais que l'ouvrier dans son coin, l'employé qui se croit le plus oublié sache que c'est pour moi un souci quotidien... Et avec les mois qui viennent nous y arriverons ». Mais Mitterrand l'a bien précisé, tout ça « ne veut pas dire que je ne pense qu'à eux ». Et lorsqu'il pense aux autres, aux patrons, fini alors le ton larmoyant. Après un reportage sur une PMI de Dunkerque — une PMI qui semblait pas mal se porter — le P-DG interviewé a tout de même revendiqué pour lui et

ses semblables la possibilité de pouvoir licencier sans entrave, ainsi que la suppression des cautions bancaires sur les biens individuels des chefs d'entreprise pour obtenir certains prêts. Les patrons veulent bien risquer l'argent des autres mais sauvegarder dans tous les cas leur fortune personnelle.

Eh bien Mitterrand s'est empressé de répondre positivement à ces demandes et a reconnu que si l'actuelle législation sur les licenciements conduisait à l'acceptation de 90 % des demandes de licenciements présentées par les patrons, le problème réside

bien dans les délais d'examen des demandes par l'administration. Qu'à cela ne tienne, le président a promis que les délais seraient « raccourcis ».

De même, en ce qui concerne le second problème, celui des cautions sur biens personnels, il y eut, là encore, des propos positifs et dans les mois à venir, verra-t-on, peut-être, une modification de la législation en ce qui concerne les prêts bancaires... pour les patrons.

Et pour les patrons qui ne verraient toujours pas la vie en rose, Mitterrand a encore tenu à rappeler que pour l'embauche d'un travailleur licencié d'une entreprise située dans

une « zone de reconversion », une prime de 45.000 F leur est allouée.

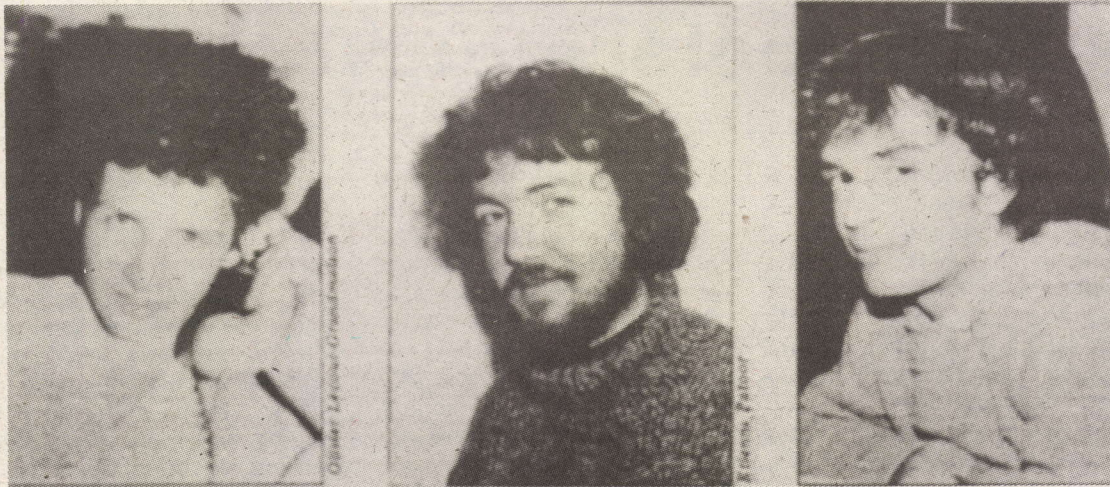
Mais tout de même, Mitterrand était un peu inquiet. Il craint que, profitant des avantages offerts par le dernier plan de reconversion, certains patrons ne ferment leurs usines dans les régions « saines » pour venir s'installer dans les « pôles de reconversion » afin de pouvoir bénéficier des multiples subventions et dégrèvements fiscaux.

Mais que faire ? A semer à tout vent, Mitterrand ne peut empêcher les patrons d'aller glaner les aides là où elles tombent.

G.L.



## Acquittez les trois soldats de Landau



Le 23 février trois conscrits, Laurent Fritz, Olivier Lacour-Grandmaison et Etienne Patoor vont comparaître devant le tribunal militaire de Landau en Allemagne. Car tous les tribunaux militaires n'ont pas été dissous, comme nous l'avait dit à grands coups de trompe Mitterrand, Hernu, Badinter et consorts. Il en reste un, bien actif, qui régent l'armée française stationnée en Allemagne.

Le crime de ces conscrits, c'est d'être soupçonnés d'avoir diffusé un bulletin de comité de soldats

et d'avoir signé une pétition « en faveur du retrait des troupes d'occupation » des deux parties de l'Allemagne. Car, pour les généraux français, il faut croire que la Deuxième Guerre mondiale n'est pas finie. En tous cas, la guerre qu'ils mènent contre les militants antimilitaristes continue. Les trois inculpés, aujourd'hui en liberté provisoire, mais qui ont fait quarante-cinq jours de prison préventive, sont passibles de peines pouvant atteindre deux ans de prison, pour le seul fait que, selon les autorités militaires, « ils se sont

livrés à des activités de propagande syndicale et politique », activités qui sont interdites par le code de justice militaire, bien qu'elles soient reconnues par la Constitution. Car, est-il vraiment besoin de le rappeler, l'armée est « hors la loi », puisqu'elle n'est pas soumise à la loi commune.

Il ne faut pas que le 23 février l'arbitraire, l'emporte à Landau. Il ne faut pas que le dernier mot reste à la caste des galonnés.

Les trois soldats de Landau doivent être acquittés.

## COMPTES MILITAIRES :

Trois mois de prison ferme, c'est la dernière condamnation que vient de subir Michel Springaux, insoumis et condamné par le tribunal de Dijon. Cela fait maintenant huit ans que Springaux s'est déclaré insoumis, et c'est la troisième fois qu'il comparait devant les juges du tribunal de grande instance de Dijon. La première fois, il avait été condamné à quatre mois dont un an de prison. C'est d'ailleurs parce

miné, les gendarmes lui représentaient l'uniforme. Refus. Seconde condamnation : huit mois ferme. Après cette seconde détention, il put « bénéficier » de quelques semaines de répit avant d'être arrêté de nouveau afin d'encourir cette troisième condamnation.

Selon la justice, il paraîtrait que c'est la dernière puisque, au total, il a ainsi fait un an de prison. C'est d'ailleurs parce

qu'il lui manquait trois mois d'incarcération qu'il a comparu pour la troisième fois... La justice est d'une logique imperturbable... Quant à Michel Springaux, qui depuis huit années refuse de porter l'uniforme, il a dû murir et méditer longuement sur l'écart qui réside entre les promesses du candidat Mitterrand et les réalisations du gouvernement en ce qui concerne l'objection de conscience.

A.J.

## L'armée française prête pour la guerre de 40 !

Le général Zwingelstein, chef du bureau d'études à l'état-major de l'armée française, vient de présenter les grandes lignes de la réorganisation de l'armée de terre.

Jusqu'à présent le 1<sup>er</sup> Corps d'armée gardait les frontières de l'est, le 2<sup>e</sup> était stationné en Allemagne. Désormais le 3<sup>e</sup> Corps d'armée se voit doter de deux divisions supplémentaires et d'un régiment équipé de missile « Pluton » pour garder... la frontière nord. Comme l'explique le général : « Comme nous l'enseignent non seulement l'histoire mais également

la géographie », la frontière nord « doit en effet être considérée comme aussi dangereuse que celle de l'est ou du nord-est ».

Au même moment, Charles Hernu commémorait à Lille l'œuvre de Vauban et de ses successeurs. Certes, « les fortifications du passé n'ont plus guère de rôle à jouer dans la perspective d'un conflit, fût-il strictement conventionnel », mais l'œuvre de Vauban « n'en conserve pas moins une valeur exemplaire ».

Françaises, Français, rassurez-vous : ce n'est pas

demain la veille que les Belges et les Hollandais viendront nous obliger à manger leurs frites et leur fromage. L'armée française veille ! Forte de la science de son état-major, nourri de la lecture de Vauban, elle a su tirer la leçon de 1940. Bientôt, n'en doutons pas, elle comprendra qu'il faut terminer la ligne Maginot jusqu'à Dunkerque.

On ne sait pas si ça marchera mieux que la dernière fois, en cas d'attaque. Mais au moins, pour l'industrie du bâtiment, ce sera le marché du siècle !

J.F.

## Marchais : j'♥ l'armée

Samedi 11 février, le PCF organisait une conférence-débat à Paris sur le thème : « Paix, défense, indépendance nationale ».

Lors du débat, Marchais a déclaré : « L'armée française fait son travail ». Et : « S'il y a dans l'appareil d'Etat des gens qui veulent entraver la mise en œuvre de la politique ratifiée par la majorité des Français »,

il n'avait pas « cette impression-là dans l'armée ».

Apparemment, Marchais est prêt à remplir !

Et puisque, n'est-ce pas, le « travail » de l'armée française l'amène à intervenir militairement au Tchad et au Liban pour y défendre les intérêts de l'impérialisme français, on suppose que Georges Marchais est pour ?

J.F.

## Assistance



Soldats et matériel de guerre : La seule assistance que la France soit capable d'apporter dans un pays où sévit la famine

Six cents tonnes de riz envoyées par le Koweït devraient parvenir au Tchad ces jours-ci. Le Koweït est plutôt spécialisé dans le pétrole, mais il fait ce « geste » pour aider à lutter contre la famine endémique due à la sécheresse dont le Tchad est victime, à l'instar de bien d'autres pays d'Afrique. Un geste bien timide, semble estimer le Monde du 15 janvier, puisqu'il fait état des besoins réels de la population tchadienne : en effet il faudrait avoir acheminé 60.000 tonnes de riz avant la saison des pluies,

qui débute en mai, c'est-à-dire 100 fois plus que le don du Koweït.

Le Koweït estime certainement qu'il a apporté sa part. La France, qui est un pays autrement plus puissant, a apporté la sienne : des troupes mercenaires et des avions Jaguar, en l'occurrence. Mais de riz, point, pas plus que des produits de première nécessité dont la population tchadienne a le plus besoin. Mais qu'a-t-elle besoin de beurre, puisqu'elle a des canons ?

## Aux armes... citoyens spéculateurs

Quand Wall Street éternue, Paris s'enrhume, a-t-on, paraît-il, coutume de dire dans les milieux de la Bourse de Paris. En effet, les moindres fluctuations sont amplifiées en traversant l'Atlantique.

Mais depuis quelques jours ce vieil adage n'est plus respecté. Alors que Wall Street est aux prises avec un marasme relatif, Paris, les commentateurs boursiers l'ont souligné, non seulement n'a pas amplifié la tendance, mais au contraire l'a atténuée.

A cela, un quotidien des milieux d'affaires, le Financial Times de Londres, trouve une justification, reprise par Le Monde des 11-12 février : c'est que la France est bien placée

pour remporter un important contrat d'armement aux Etats-Unis mêmes.

La reprise américaine, incertaine mais dont on parle tant, doit beaucoup, paraît-il, aux commandes d'armement du gouvernement américain. Elles sont si fortes, ces commandes, que les matériels français sont sollicités. Il faut dire que les « spécialités » françaises sont, dit-on, très prisées pour leur technicité et leurs bas prix. C'est ainsi qu'à la Bourse se sont envolées — comme le mois dernier, lors de l'annonce du contrat militaire avec l'Arabie Saoudite — les actions Matra, Dassault, CSF et autres Manurhin..

A.J.

## UN CRIME RACISTE

A Survilliers, dans le Val-d'Oise, un Algérien de 44 ans a été battu à mort par deux racistes accompagnés d'une jeune femme. Cet homme a été roué de coups, il a eu le crâne fracassé parce qu'il vivait avec une jeune Française et que cela ne plaisait pas à ces trois crapules.

Pour l'agresser chez lui, ils ont d'abord tué son chien à coups de revolver et c'est ensuite qu'ils ont pratiqué un véritable lynchage. Aujourd'hui,

ce travailleur d'une cartoucherie de Survilliers est entre la vie et la mort dans un hôpital parisien.

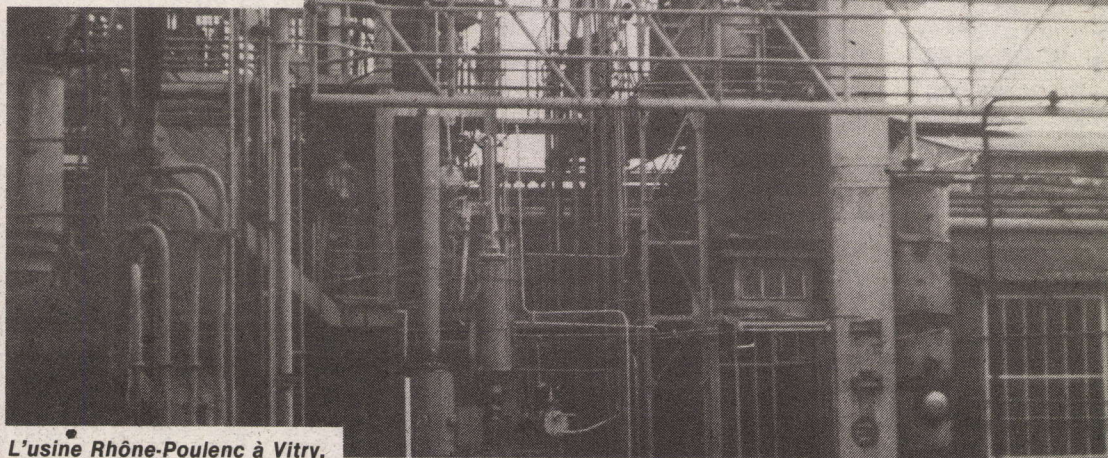
Pour accomplir un tel acte, il faut que les trois auteurs de cet assassinat soient de franches crapules. Ne faisant que reprendre à leur compte tous les préjugés racistes les plus bas, ces assassins ont joint le geste à la parole. Et, au fond, ce sont toutes les réflexions racistes qui légitiment leur crime.



RHÔNE-POULENC (Vitry)

## Grève en Fabrication, débrayages sur le reste du site

DANS  
LES ENTREPRISES



L'usine Rhône-Poulenc à Vitry.

Les travailleurs de Rhône-Poulenc Vitry n'étaient pas satisfaits de l'évolution de leurs salaires depuis un an : ceux-ci prenaient trop de retard sur les prix. Mais jusqu'à la fin janvier, cela ne s'était traduit par aucune action.

Aujourd'hui, cent cinquante d'entre eux, des ouvriers de fabrication des secteurs de l'Organique et des Antibiotiques (70 % des ouvriers présents) débrayent chaque jour quatre heures en fin de poste depuis le 7 février.

Le 9 février, pour contrôler leur mouvement et l'organiser, ils se sont dotés d'un Comité de grève d'une quarantaine de membres. Il se réunit tous les jours pour mettre en application les décisions de l'assemblée générale des grévistes et faire des propositions.

Dès une première assemblée générale, le 2 février, ils

avaient voté leurs revendications :

- 600 F d'augmentation mensuelle pour tous,
- maintien du pouvoir d'achat en 1984,
- retraite à 55 ans pour les travailleurs postés et ceux qui effectuent des travaux pénibles.

La direction qui, lors de la réunion paritaire avec les syndicats, le 2 février, annonçait 3,5 % d'augmentation en deux fois pour toute l'année, a répondu par une fin de non-recevoir à ces revendications.

Cette attitude n'a fait que renforcer les travailleurs en grève dans leur détermination.

Dans le reste de l'usine, depuis un débrayage et un rassemblement qui a réuni quatre cents travailleurs le jeudi 7, de nombreux secteurs effectuent aussi des débrayages, se réunissent, discutent.

Au Centre de recherche, depuis lundi dernier aussi, les

travailleurs débrayent et se réunissent. Mais le mouvement est solidement ancré aux Antibiotiques et à l'Organique. C'est là qu'il a commencé, par des délégations, des débrayages successifs, les travailleurs décidant à chaque fois, au cours d'assemblées générales, de reconduire et d'étendre leur mouvement.

Mardi dernier, en assemblée générale les travailleurs bien qu'ils n'entraînent pas encore toute l'usine (qui malgré des débrayages importants hésite encore à rejoindre les grévistes) et, malgré les difficultés d'organisation dues au travail en équipe et à l'éparpillement des ateliers, ont reconduit formellement leur mouvement de quatre heures de grève par jour en fin de poste. Ils sont pleinement conscients que leur lutte peut être dure et longue, mais ils sont décidés à tout faire pour gagner.

Correspondant L.O.

### Et pan !

Mercredi 16 heures : sur le quai d'embarquement des camions, le directeur de l'usine fait une petite inspection. Il est inquiet pour sa camelote que les grévistes empêchent de charger.

Il a beau se faire discret, il se retrouve nez à nez avec le

piquet des grévistes. Il commence à se plaindre que, « Si les produits ne sortent pas de l'usine, nous perdrons des clients ». Réponse en substance des grévistes : « Allez donc dire à la direction générale que, si elle ne veut pas perdre ses clients, elle les allonge... »

### Ça marche

La chimie, ça marche ! a dit Mitterrand dimanche soir à Sept sur Sept.

Ça marche sans doute pour les anciens actionnaires, qui continuent à toucher des milliards (6,9 milliards pour l'ensemble des nationalisées en 1984).

Ça marche pour les proprié-

taires de titres participatifs, assurés d'une augmentation minimum de 10 %.

Les profits rentrent, mais pour nous c'est 3,5 % dans l'année.

Eh bien nous, nous ne marchons pas !

Extrait du bulletin Lutte Ouvrière Rhône-Poulenc CNG (Vitry-sur-Seine)

sans doute vérifier, eux qui ne font pas grand-chose la semaine, s'ils étaient plus efficaces le dimanche. Eh bien non ! L'étiquetage mal fait est à recommencer. Que voulez-vous, on ne se refait pas !

Extraits du bulletin Lutte Ouvrière Rhône-Poulenc.

### Auto-réquisition

Mardi soir, dans les ateliers extractions des Antibiotiques désertés par les ouvriers en grève, rôdaient deux fantômes. C'était deux réquisitionnés pour « assurer la sécurité ». Mais la direction, n'osant plus imposer à des ouvriers grévistes de rester sur place, sachant que cela est illégal, a dû puiser dans ses propres rangs. Et c'est le chef du service avec le directeur des fabrications qui gardaient les lieux.

On ne sait pas lequel a réquisitionné l'autre mais, à pratiquer ne serait-ce qu'un peu, et même sans travailler, les horaires des travailleurs postés, ils ne vont sûrement pas tarder eux aussi à réclamer la retraite à 55 ans.

BOURGOGNE-ÉLECTRONIQUE (Dijon)

## Débrayage massif la direction recule

Mercredi 1<sup>er</sup> février, la direction de Bourgogne-Electronique (LCC, filiale de Thomson-CSF) annonçait que la 5<sup>e</sup> semaine qui, depuis deux ans, était bloquée entre Noël et le jour de l'an, allait être débloquée et fractionnée en quatre ponts dans l'année.

Dans les ateliers, ce fut, le tollé : « Pas d'accord ». Une majorité de travailleurs voulaient faire quelque chose contre cette remise en cause de ce qu'ils considéraient comme un avantage acquis. Du coup, à l'initiative de la CGT, une assemblée générale fut prévue pour le mardi 7 février et les trois syndicats CGT, CFDT, FO appelèrent en commun à cette assemblée générale.

Mardi 7 février, plus de 450 travailleurs (soit les deux tiers de l'usine) se réunissaient à la cantine. Et le matin, c'étaient 350 personnes qui après une assemblée à la cantine se retrouvaient dans les couloirs du bâtiment de la direction pour aller dire leur refus du déblocage de la 5<sup>e</sup> semaine

de congés.

Là, le patron reçut les délégués. Mais les trois délégués qui voulaient s'enfermer avec le patron et discuter seuls avec lui furent tout de suite rejoints dans le bureau par la foule des grévistes qui ne voulaient pas de discussions secrètes. La discussion avec le patron eut lieu en direct, devant tout le monde et dans une chaude ambiance. Le patron put prendre la température du mécontentement et il annonça lui-même qu'il donnerait une réponse le lendemain à 13h30.

Tout le monde repartit dans les ateliers avec l'intention de revenir le lendemain attendre la réponse du patron. Finalement, la direction annonçait le lendemain, devant 300 personnes, le maintien de la 5<sup>e</sup> semaine à Noël et donnait deux ponts, le 1<sup>er</sup> juin et le 2 novembre, compensés par la journée du 15 août. Tous les travailleurs sont satisfaits d'avoir fait reculer la direction.

Correspondant L.O.



ICI FRANCOLOR OISSELLES (Seine-Maritime)

## Grève et manifestation des postés à Paris

A l'usine Francolor ICI d'Oisselles, la direction veut faire passer deux bâtiments aux horaires continus le 5 mars 1984.

Actuellement, les bâtiments qui tournaient en continu touchent une prime forfaitaire de 21 % qui englobe les nuits et les jours fériés. Nous jugeons que ce n'est pas suffisant et réclamons 40 % et une prime pour le passage aux nouveaux horaires. La direction générale faisant la sourde oreille, nous avons décidé lundi 6 février, au cours d'une assemblée générale rassemblant tous les bâtiments concernés (100 travail-

leurs), de porter nous-mêmes nos revendications au PDG à la tour Manhattan à Paris.

C'est ainsi que, mardi 14, la totalité des bâtiments touchés étaient en grève et que 35 d'entre nous allaient rendre visite au grand-patron à Paris. Celui-ci qui était en réunion avec les syndicats fut surpris de nous voir. Il acceptait de discuter de nos revendications. Il nous a promis une réponse pour la semaine prochaine. Dans l'ensemble nous sommes contents de ce début et nous ne comptons pas en rester là si les réponses sont négatives.

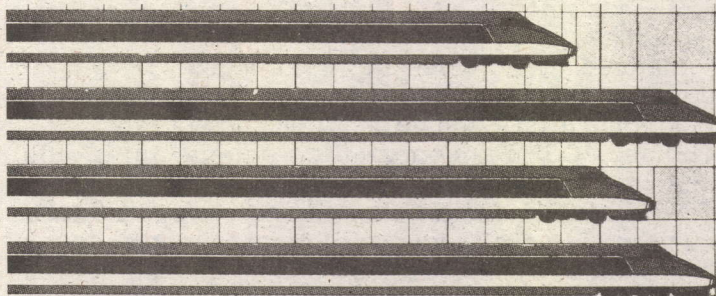
Correspondant L.O.

### Loupé

Pendant le week-end, des membres de l'encadrement du BCU sont venus à l'usine pour préparer et étiqueter 7 tonnes de produit que la direction voulait faire sortir au plus vite.

Ces chefaillons voulaient





### Le TGV revu... au ralenti



#### Réservation par le Saint Esprit

Le 22 janvier, une nouvelle vague de TGV va déferler sur le réseau. Mais qui fera les réservations supplémentaires ? Combien de machines y aura-t-il ? Rien n'est prévu.

Pour le moment c'est le brouillard. Les réservations se feraient-elles toutes seules ?

(Extrait du bulletin Lutte Ouvrière SNCF-Dijon).



#### Haute surveillance

Un inspecteur des trains, dans le bulletin d'information, appelle les agents de train à collaborer avec les chefs de la société de restauration du TGV. Ces chefs sont sur les TGV pour surveiller le travail des agents de la restauration.

Avec ça, les usagers vont sûrement mieux manger !

(Extrait du bulletin Lutte Ouvrière SNCF-Chambéry).



#### Air climatisé

Vendredi, à la Climatisation, un compagnon avertit son chef qu'il sera en retard.

Le chef ne veut même pas discuter : il lui retire trois heures, qui se sont transformées par la suite en une demi-journée de congés en moins. Il y a des chefs zélés ; mais apparemment il y en a même de sur-zélés : ceux-là finissent au... conzélateur.



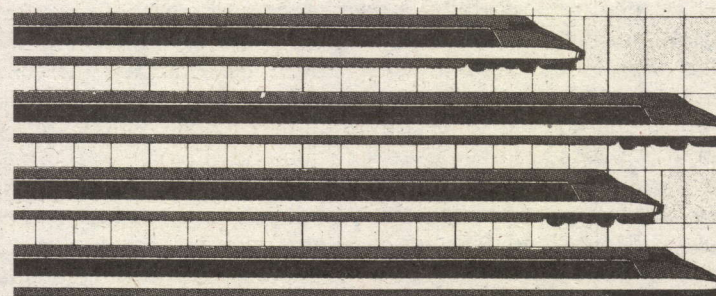
#### Bagages accompagnés ?

A la Caisse, certains d'entre nous n'ont toujours pas reçu leur gilet fourré.

Ces gilets, ça fait plus d'un an qu'ils ont été commandés. Mais surtout, nous les avons payés, et depuis des mois.

Qui a parlé de « Grande Vitesse » ?

(Extraits du bulletin Lutte Ouvrière SNCF-Ateliers du Matériel Paris Sud-Est).



**D**EPUIS quelque temps, de nombreux signes avant-coureurs indiquent que les mauvais coups se préparent contre les cheminots. Les discours répétés du président Chadeau, le budget décidé à la SNCF pour 1984, sont de mauvais augure.

André Chadeau a inauguré l'année 1984 en annonçant qu'il comptait s'attaquer au déficit. Pour lui, « la chute du trafic marchandises et l'évolution des charges financières passées de 4 à 8 milliards en 3 ans expliquent les deux tiers de l'aggravation des résultats ».

Comme la SNCF ne peut évidemment enrayer la crise qui fait chuter le trafic marchandises, cela veut dire en clair qu'elle s'apprête à rogner tant et plus sur le dos des cheminots. « Sans gain de productivité, nous ne pourrions rétablir l'équilibre du compte d'exploitation... Il y va de la survie du chemin de fer face à ses concurrents et, en définitive, du maintien de l'emploi des cheminots ». Voilà le chantage de Chadeau, qui a l'ambition de réduire le déficit de 2 milliards au cours de cette année.

Or les fédérations syndicales se montrent singulièrement muettes devant ces menaces.

### Les salaires

Pour l'heure, la SNCF s'appuie sur la consigne gouvernementale de limiter à 5 % la hausse des salaires pour 1984. Or, en 1983 déjà, les salaires ont été gravement amputés :

une perte de salaire qui se monte au total sur l'année à 3.000 F en moyenne, selon *L'Humanité*. Et la grève du 8 février, à l'appel de la CGT et de la FGAAC, sur les salaires, a été suivie dans tout le pays. Sur certains secteurs, cela faisait bien longtemps que le pourcentage de grévistes n'avait pas été si élevé (70 % au dépôt de Paris Sud-Ouest, avec un trafic réduit de 80 %, de même d'ailleurs que sur le Sud-Est). Mais la CGT n'a pas donné d'autre objectif que la négociation salariale.

### Les effectifs

« La réduction progressive des effectifs est un mouvement irréversible », a déclaré Chadeau il y a quelques mois, alors que des conducteurs, dans la région de Rouen, étaient en grève contre la mise en place de la conduite des trains par un seul agent. « Il y a des points sur lesquels on peut négocier, d'autres sur lesquels on ne peut pas. Et la conduite par un agent unique est de ceux-là ».

Depuis des mois la SNCF étend, au fur et à mesure qu'elle installe la radio à bord, la conduite à agent seul. Ainsi, le 19 février, ce sera le tour de la Grande Ceinture, véritable boulevard périphérique ferroviaire pour trains de marchandises autour de Paris. Et au prochain service d'été, ce sera au tour de la ligne C du RER, avec la mise en service des rames à 2 niveaux. Toutes les occasions, petites ou grandes, sont bonnes pour rogner les effectifs :

l'introduction de la bureautique à la solde du personnel du dépôt de Saint-Pierre-des-Corps (2 postes supprimés), le nouvel organigramme pour 1984 à l'atelier du dépôt de La Chapelle (7 postes en moins), ou celui des ateliers de Paris-Masséna (34 postes en moins), la réorganisation du CIT de Villeneuve-St-Georges (1 poste en moins)... Et c'est la même chose sur tous les chantiers.

En 1983, il y avait eu 1 500 emplois supprimés à la SNCF. Pour 1984, cela risque d'aller bien plus loin.

Et là encore, les fédérations syndicales ne mettent pas en garde les cheminots. Déjà l'an dernier, elles avaient feint la surprise quand la SNCF a annoncé le premier train de 1 500 suppressions d'emplois.

Eh bien, il n'y a aucune raison pour que les cheminots fassent les frais du déficit de la SNCF. Si celui-ci est ce qu'il est, ce n'est sûrement pas leur faute. Que le trafic augmente ou diminue, la productivité du travail, elle, n'a jamais cessé d'augmenter. En moyenne, un agent SNCF assurait un trafic de 200 unités-km par heure de travail en 1972. Aujourd'hui, il en assure 280.

Mais, pour réagir aux mauvais coups qui arrivent, il ne faudra pas trop compter sur les fédérations. Leur force, les cheminots l'ont vérifié le 8 février, elle est sur le terrain, dans leur capacité à réagir et à s'organiser.

Hervé MARTIN

## La CGT embarrassée

La *Tribune du cheminot* du 18 janvier, journal de la CGT, nous apprend que, lors du conseil d'administration extraordinaire du 29 décembre dernier, tous les élus du personnel ont voté contre le budget 1984 de la SNCF. Motif : l'orientation de ce budget vers un accroissement de la productivité par le biais de réductions d'effectifs.

Mais la CGT, loin de proclamer fièrement cette position, tient au contraire à s'excuser de son vote : « Ce vote ne sanctionne aucunement les orientations nouvelles mises en œuvre depuis bientôt trois ans, à l'initiative du ministre des Transports ». Et encore : « Nous partageons pleinement les vues du ministre des Transports ».

« Les vues du ministre des Transports » concernant les effectifs, celui-ci les a exprimées en octobre dernier en ces termes : « Pour les années à venir, leur évolution dépendra de la qualité, de la diversité et de la compétitivité des prestations, de l'élévation de la productivité et des modifications du temps et des conditions de travail résultant de la politique générale du pays et de celle de la SNCF ». Ouf ! Si on y voit quelque chose, c'est seulement la façon de noyer le poisson.

Alors, pour ou contre la réduction des effectifs, la CGT ?

H.V.

### On a frôlé la catastrophe à la Banlieue Nord

Lundi matin 6 février, une rame sortant de la gare souterraine de la Gare du Nord a passé un signal d'arrêt. Trois éléments de la rame ont déraillé et, dans l'accrochage, quatre voyageurs ont été blessés. Une véritable catastrophe aurait pu avoir lieu.

Pourtant, avec les moyens techniques modernes, ce genre d'accident peut tout à fait être évité. Les arrêts quasi automatiques sont réalisés sur le métro par captage des signaux. La SNCF pourrait les installer, passé un feu d'avertissement.

Mais la sécurité, cela coûte beaucoup d'argent et, comme nous entrons dans une période d'économies à tout crin...

Pourtant, un débit tel que celui qu'il peut y avoir par exemple au sortir des grandes gares parisiennes mériterait largement ce genre de mesures de sécurité.

(Extrait du bulletin Lutte Ouvrière SNCF - Chapelle).



# les cheminots



## TGV ATLANTIQUE 12 milliards de commandes pour les trusts

Le budget de la SNCF a été sérieusement amputé pour 1984. Tous les programmes de renouvellement du matériel, d'entretien du réseau, de rénovation des gares, seront revus en baisse.

Mais il y a une exception à ce coup de frein général : c'est la construction du TGV Atlantique. Et cette exception fait bien l'affaire des grands de l'industrie ferroviaire. Ainsi, le président d'Alsthom-Atlantique, J.P. Desgeorges, vient-il de rassurer ses actionnaires : « *Au plan national, certes la SNCF et la RATP ont également réduit leurs programmes mais, grâce à l'effort consenti par les pouvoirs publics, cette réduction — pour brutale qu'elle soit — affectera peu l'activité de notre Division transports au cours de cette année. La décision positive de réaliser le TGV Atlantique nous conforte à long terme : ses effets sur le plan de charge se feront sentir à partir de 1986.* »

Sous prétexte de s'attaquer au déficit, le service public est rogné par tous les bouts. Mais les gros constructeurs de matériel roulant (Alsthom-Atlantique, Jeumont-Schneider, Creusot-Loire), les fournisseurs de rails (Sacilor), les gros entrepreneurs de travaux (Bouygues, SPIE Bati-gnoles) se frottent les mains : le TGV Atlantique doit leur rapporter une douzaine de milliards dans les années qui viennent.

Mais au fait, a-t-on consulté les usagers pour savoir s'ils approuvent ce choix dans les économies ?

Hervé MARTIN

Hervé MARTIN

## Les marchandises mieux traitées que les voyageurs

Tout le monde s'ébahit à chaque période de grands départs sur la capacité de la SNCF à aligner des centaines de trains, à faire partir des centaines de milliers de voyageurs en quelques heures.

Mais on ne parle pas assez du souci qu'a la SNCF de profiter de l'occasion pour redonner au public le goût du passé : 430 voitures voyageurs datant d'avant la guerre de 1940 sont alors mises en circulation, et 130 autres datant, elles, d'avant la guerre de 1914 sont offertes au public. Certaines pièces de musée datent de 1908.

Les usagers peuvent ainsi apprécier les progrès en matière de confort réalisés... sur les autres voitures. Comme la SNCF n'a pas l'air pressée de se défaire de ce parc historique, elle pourrait peut-être, dans les réservations, rajouter aux mentions « fumeur ou non-fumeur » et « couloir ou fenêtre » une mention « avant 40 » ou « avant 14 ».

En tout cas, que les heureux bénéficiaires de ces modèles brinqueballants en profitent bien, c'est un privilège que les marchandises n'ont pas : tous les wagons de marchandises antérieurs à 1943 ont été réformés.

## Déficit aux Télécommunications

## Le gouvernement a fauché dans la caisse

Le budget des Télécommunications, qui était depuis des années toujours largement bénéficiaire, accuse un déficit de 500 millions de francs pour l'année 1983. Ce déficit n'est pas dû aux résultats d'exploitation du réseau, qui reste largement bénéficiaire, mais à deux choses. D'une part l'augmentation des charges financières des Télécommunications due à la hausse du taux d'intérêt

du dollar : en effet les Télécommunications sont l'entreprise publique la plus endettée (passant même devant EDF) avec 91,7 milliards de francs de dettes, dont près de la moitié en devises étrangères. D'autre part, le fait que, sur le budget 1983 des Télécommunications (comme il l'avait fait en 1982 et a décidé de le faire en 1984), le gouvernement, arguant des bénéfices des téléphones, a pré-

levé deux milliards de francs pour renflouer un peu le budget de l'Etat.

Alors cette année les téléphones sont en déficit. Le gouvernement rendra-t-il aux PTT une partie de l'argent qu'il a puisé dans la caisse des téléphones, ou augmentera-t-il le tarif des communications ? Rien n'est dit pour l'instant, mais on craint bien de connaître d'avance la réponse.

O.B.

## Deux ans de nationalisation

## Tout comme avant



Thomson, une des nationalisées.

(FRILET)

Le supplément économique du Monde du 14 février fait le point sur les nationalisations réalisées par la gauche.

Apparemment, la décision du Conseil des ministres du 17 février 1982 de nommer les P-DG des entreprises nouvellement nationalisées n'aura pas entraîné de grands remous chez les possédants. La Chancellerie craignait que de multiples chicanes juridiques naissent avec les anciens actionnaires. Il n'en a rien été. C'est que, comme l'a expliqué Mauroy, l'indemnisation des anciens actionnaires était « *juridiquement incontestable et financièrement équitable* ». « *Dispendieuse* » serait plus juste, car les bonnes intentions du gouvernement Mauroy vis-à-vis des actionnaires et la surenchère auront permis aux actionnaires d'empocher un beau pactole.

Sinon, pour l'essentiel, tout fonctionne comme avant. D'après *Le Monde*, les financiers reconnaissent que leurs craintes étaient excessives. Les contraintes administratives sont légères. Une fois déposés les contrats pluri-annuels, il n'existe guère de contrôle de la part de l'Etat.

Les rapports avec les groupes capitalistes sont les mêmes. Rhône-Poulenc peut signer des accords avec des sociétés japonaises ou créer une filiale à 50-50 avec la société américaine Siltec, elle n'a pas de comptes à rendre. Thomson peut rafler le plus beau marché militaire de son histoire (35 milliards de francs avec l'Arabie Saoudite), pas de problème. Il est loin, le temps où le candidat Mitterrand parlait de moraliser le commerce des armes !

Et pour les travailleurs, pas de changement non plus. Ou si ça change, ça serait plutôt en pire. Une étude de l'INSEE explique que le secteur public, comme le privé, a supprimé des emplois. Si au début du septennat, à la suite de la réduction du temps de travail, « *le mouvement d'embauche a été plus sensible dans les entreprises publiques, (...) un mouvement compensatoire a, semble-t-il, eu lieu en fin d'année 1982 et au début de 1983. Sur l'ensemble de la période, la décroissance des effectifs paraît avoir été du même ordre dans le secteur public et dans le secteur privé* ».

La nationalisation ne garantit donc en rien l'emploi des travailleurs, contrairement aux fables des syndicats et de la gauche.

Et pourtant, ce n'est pas faute d'avoir arrosé les entreprises nationalisées avec l'argent des contribuables. Le rôle essentiel de l'Etat a été et reste de les pourvoir en argent frais. L'ancien P-DG de Rhône-Poulenc reconnaît que, sans ces injections régulières d'argent de l'Etat, il aurait fallu vendre certaines parties de l'entreprise.

En 1983, l'Etat leur a versé 12,5 milliards. Et cette année il prévoit d'en donner autant. Ces sommes viennent s'ajouter aux quelque 47 milliards qu'a déjà coûté la nationalisation, sans compter les intérêts des obligations qui représentent 7 milliards pour l'année 1983.

47 milliards de mise de départ, et près de 20 milliards supplémentaires par an pour que les grands groupes capitalistes continuent leurs bonnes affaires, en supprimant des emplois si ça les arrange, la « *nationalisation* » c'est, sous un nouveau nom, l'aide aux capitalistes d'antan qui se poursuit. Comme avant et, en ces temps de crise, pire qu'avant.

Jacques FONTENOY



RNUR (Billancourt)

## Une aide au retour, c'est plutôt une incitation à rester

Mardi 7 février, la direction a fait connaître aux syndicats ce qu'elle entend par son projet de « réinsertion des travailleurs émigrés dans leur pays ».

Il y aurait d'abord une possibilité de réinsertion volontaire, en application d'accords entre divers organismes d'Etat et la Régie Renault. Un accord de ce type existerait entre l'Algérie, le Sénégal, le Portugal d'un côté et la France de l'autre.

Il y aurait ensuite les mesures que compte prendre en propre la Régie, à savoir :

- 1) formation pour acquérir un métier sur la base d'une formation professionnelle ;
- 2) la fourniture d'un véhicule Renault hors-taxes ;
- 3) la fourniture de matériel professionnel ou agricole ;
- 4) la mise en place d'antennes Renault dans le pays d'origine avec possibilité de prêts bancaires ;

5) une prime de reconversion plus ou moins importante suivant ce qui est choisi ;

6) un congé sans solde pour tenter un essai de reconversion.

Les travailleurs intéressés auraient le choix au « volontariat » entre une des solutions énoncées. Leur point commun étant le coût identique pour la Régie Renault de toutes ces

propositions. La direction a par ailleurs précisé qu'elle voulait procéder par des tests en implantant des centres d'information dans l'usine.

La CGT et la CFDT ont pris position sur ces mesures. La CGT, si elle affirme qu'elle ne fera « jamais du retour ou du renvoi des travailleurs immigrés une revendication », ajoute qu'elle « prendra en compte la défense de ceux qui, sur la base du volontariat, souhaitent pouvoir repartir ». La CFDT considère que ces mesures sont floues et qu'elles vont dans le sens d'une campagne contre les immigrés. Mais aucun des syndicats ne dénonce ce plan comme un plan d'attaque de la Régie con-

tre l'ensemble des travailleurs du groupe.

Pour les travailleurs émigrés, ces soi-disant propositions ont été très mal accueillies. Ainsi, à un meeting d'information au département 14 organisé par un secrétaire de la CGT, les ouvriers disaient entre eux : « Non, pas d'accord », « La formation, c'est du cinéma », « S'ils veulent qu'on parte, qu'ils nous payent nos droits ». Certains travailleurs rigolaient sur la proposition du camion ou du tracteur.

Les ouvriers, dans leur ensemble, ont fait à ces propositions l'accueil qu'elles méritaient : pas favorable.

Correspondant LO

### Comment l'unité conduit à la division

La CGT et la CFDT se sont mises d'accord à Renault pour une journée d'action sur les salaires et l'emploi le 16 février et deux heures de débrayage dans la journée.

La CGT, pour ne pas gêner la CFDT et dans un souci unitaire, a proposé cette date et non la veille, le 15 février, qui est la journée CGT de la métallurgie sur l'emploi et les salaires.

Du coup, les travailleurs de Renault ne seront pas avec ceux des autres usines de la métallurgie...

Correspondant LO

## Grève au lycée agricole de Blanquefort (Bordeaux)

Au lycée agricole de Blanquefort (Bordeaux), nous n'avons pas d'infirmière depuis un an, et 23 accidents (membres cassés, etc.) n'ont pas décidé notre directeur à en faire embaucher une.

Mais l'infirmière, ce n'est pas le seul problème au lycée. Nous avons fréquemment, en internat, à passer des nuits sans chauffage. Et puis c'est sans arrêt que nous sommes consignés (4 heures le samedi matin en étude ou à devoir travailler à la ferme) pour le moindre retard ou souvent pour rien. En étude, le soir, depuis quelque temps, on nous interdit de parler, de travailler ensemble, de nous lever.

Il y a deux mois, un comité d'action s'est mis en place sur le problème de l'infirmière. Mais après avoir fait plusieurs démarches auprès du ministère, qui n'ont abouti à rien, la grève a démarré le jeudi 26.

Nous avons convoqué une assemblée générale où nous étions 200, et nous avons voté la grève et fait élire un comité de grève avec des représentants de chaque classe. Le soir, après avoir fait le tour de toutes les clas-

ses pour convaincre les gars de nous rejoindre, nous étions 350 grévistes.

Le vendredi, nous avons manifesté dans le centre de Blanquefort où 200 élèves du LEP nous ont rejoints, en solidarité, et parce que eux aussi ne manquaient pas de raisons d'être mécontents.

Le maire nous a reçus et nous avons pu déposer nos revendications.

Pendant tout le mouvement, le directeur, voyant que nous étions décidés, a essayé de faire pression sur nous pour nous faire reprendre et il a été jusqu'à menacer de fermer l'établissement.

Mais nous avons tenu bon.

Le lundi, nous étions toujours 250 en grève. Nous avons fait réélire le comité de grève par l'assemblée et à la fin de la matinée, à la suite du conseil intérieur de l'établissement, nous avons appris qu'il y aurait une infirmière dès la rentrée. Ceci a décidé une majorité d'entre nous à reprendre. Mais beaucoup aussi pensaient qu'on aurait pu aller plus loin et obtenir satisfaction sur nos autres revendications.

Correspondant LO

AGF (Paris La Fayette)

## Succès de la liste « La Voix des Travailleurs » aux élections de délégués du personnel

Les dernières élections professionnelles qui se sont déroulées le 14 février aux Assurances Générales de France (immeuble La Fayette) ont provoqué une douloureuse surprise pour la direction ainsi que pour les organisations syndicales. Une liste de candidats libres (patronnée par aucune organisation syndicale), « La Voix des Travailleurs », a recueilli un franc succès avec 22 % des votants et 3 élus sur 11 sièges. Cette liste, qui ne s'était jamais présentée, arrive en seconde position, derrière la CFDT, mais devant les autres syndicats, CGT, FO et CFTC.

Aux AGF, les élections des délégués se sont déroulées de manière complexe. Le 15 décembre 1983 avaient eu lieu tout d'abord les élections des délégués titulaires du personnel et du

Comité d'entreprise. Ces élections s'étaient déroulées normalement, avec un grand nombre d'abstentions mais avec tout de même plus de 55 % de suffrages valablement exprimés. Un mois plus tard, le 15 janvier 1984, avaient lieu les élections des suppléants pour les délégués du personnel et du Comité d'entreprise. Il y eut une courte majorité de suffrages valablement exprimés pour le Comité d'entreprise, mais un peu moins de la moitié (49,36 %) pour les délégués du personnel. La loi prévoit, dans ce cas, que n'importe quel membre du personnel peut se présenter comme candidat libre, c'est-à-dire sans obligatoirement avoir l'aval d'une organisation syndicale.

Une liste « La Voix des Travailleurs » s'est donc constituée. Elle regroupait

des militants révolutionnaires (écartés depuis 11 ans de toute activité syndicale par les dirigeants syndicaux) et des travailleurs qui désapprouvent la politique actuelle des organisations syndicales.

Pendant un mois les candidats de la liste « La Voix des Travailleurs » ont mené campagne, en passant dans les divers services — ce qui a été remarqué par le personnel, car les délégués syndicaux ont abandonné

cette pratique depuis longtemps. Cela a été l'occasion de multiples discussions. Beaucoup d'employés ont encouragé les candidats « libres ». D'ailleurs, joignant les actes à leurs propos, certains ont spontanément aidé à faire de la publicité à la liste « La Voix des Travailleurs ».

Aux élections du 14 février, une moitié du personnel n'est toujours pas allée voter. Il est vrai qu'il s'agit du troisième

vote en deux mois et que ce qui est en cause, ce sont des suppléants. Pourtant 22 % des votants, en choisissant les candidats de « La Voix des Travailleurs », ont exprimé leur désapprobation de la passivité syndicale, aussi bien dans l'activité quotidienne que d'une manière plus générale face à la crise et aux attaques dont sont victimes les travailleurs.

	DÉLÉGUÉS DU PERSONNEL								
	Titulaires 15/12/83			Suppléants 1 <sup>er</sup> Tour 15/1/84			Suppléants 2 <sup>e</sup> Tour 14/2/84		
	NOMBRE	%	ÉLU	NOMBRE	%	ÉLU	NOMBRE	%	ÉLU
INSCRITS	1686			1570			1631		
ABSTENTIONS	703	41,70		772	49,17		852	52,24	
VOTANTS	983	58,30		798	50,83		779	47,76	
BLANCS/NULLS	49	2,91		23	1,46		19	1,16	
VALAB <sup>le</sup> EXPRIM	934	55,39	11	775	49,36		760	46,60	
CGT	176	18,8	2	177	22,8		106	13,95	1
CFDT	490	52,5	6	346	44,6		315	41,45	5
FO	198	21,2	2	174	22,5		122	16,05	2
CFTC	70	7,5	1	78	10,1		50	6,58	
VOIX DES TRAVAILLEURS							167	21,97	3



CHR Bordeaux

## Un millier d'hospitaliers dans la rue



Les syndicats du CHR de Bordeaux avaient annoncé la semaine dernière 250 licenciements d'auxiliaires. La direction, depuis, a démenti, prétendant n'avoir licencié que 76 auxiliaires. Néanmoins, le débrayage et la manifestation prévus ont eu lieu.

C'est à un millier environ que les employés des trois hôpitaux de Bordeaux sont descendus dans la rue à l'appel de CGT, CFDT, FO.

Le cortège était animé. Derrière la banderole « Hôpital Sud », les slogans étaient : « Dégraissons les banquets des directeurs, pas les effectifs », « Y'a pas d'fric pour les services publics, y'a du pognon pour les canons ».

D'autres slogans : « Dégraissons Mauroy, pas les effectifs », « Au Tchad, au Liban, nos impôts partent en fumée » étaient moins repris dans le reste de la manifestation mais certains se retournaient, contents ou étonnés.

Le but des syndicats, à la fin de la manifestation, était de rencontrer le préfet... Mais c'est un sous-fifre de la préfecture qui a reçu les 12 délégués. Dehors, les manifestants continuaient à scander les slogans sans se faire d'illusion sur l'entrevue. Et beaucoup disaient : « C'est bizarre, y'a des flics partout, mais le préfet ne savait pas qu'on venait ! ».

Tout le monde était content : « Un millier d'hospita-

liers dans la rue, ça fait longtemps qu'on ne l'avait pas vu », « Quand est-ce qu'on remet ça ? »

Une nouvelle grève est prévue pour le 17, à l'occasion du Comité technique paritaire où la direction a l'intention de remettre en cause, entre autres, le chevauchement des équipes entre 13 H et 15 H et l'étalement des congés. Quant aux licenciements, c'est le chantage : « Ou bien on licencie, ou bien il n'y aura pas d'augmentation de salaire (y compris les avances d'échelon) ».

Alors, le 17, rendez-vous à la manifestation dans la cour de la direction générale.

Correspondant L.O.

DANS  
LES ENTREPRISES

CHU Rouen

## Quand les ambulanciers se fâchent

Les ambulanciers du CHU de Rouen viennent de faire six jours de grève.

Grandement facilitée par plusieurs mois (voire des années) de tensions accumulées contre l'encadrement, cette grève a éclaté comme une bombe dans ce centre hospitalier où les mouvements sont rares. C'est sans précédent depuis 1968.

Portant sur l'embauche, les classifications et les conventions de travail, les revendications étaient déposées à la direction après envoi d'un préavis. Celle-ci les balayait d'un revers de main, ne faisant que quelques vagues promesses sur les moins coûteuses.

Dès le début, les grévistes (28 sur un effectif de 35) ont élu parmi eux un comité de grève bénéficiant du soutien de la CGT et de la CFDT de l'hôpital. C'est ce comité ou une assemblée quotidienne (et parfois permanente) des grévistes qui dirige de bout en bout le mouvement et mène les

négociations, informe le reste du personnel, établit le roulement d'urgence, etc.

Démarrée un jeudi, la grève a passé allègrement l'écueil du week-end, et la direction se montrait moins arrogante. Le directeur général s'est engagé à demander des autorisations d'embauches au préfet.

Les grévistes ont continué une journée de plus, manière de montrer qu'ils ne reprenaient pas après trois bonnes paroles de la direction.

Mais, conscients que la marche était haute pour obtenir, à 28, une embauche bloquée nationalement, ils ont décidé de reprendre tous ensemble de mercredi.

En plus des promotions et des améliorations de conditions de travail obtenues, le plus grand acquis de la grève restera que l'encadrement, au bord de la dépression, en a pris un sacré coup au moral et qu'il aura du mal à remonter la pente.

Correspondant L.O.

## La direction ferme la porte, les manifestants entrent par la fenêtre

Lundi 6 février, la direction du CHU de Rouen a mis en vigueur une nouvelle réglementation du parking des voitures à l'intérieur de l'hôpital. Plus de 200 personnes se sont vu refuser l'accès aux parkings intérieurs. Par contre, la direction a distribué de nouvelles vignettes d'accès à toute la hiérarchie.

A l'extérieur, le parking est complètement saturé. Les agents qui sont d'après-midi sont parfois obligés de garer leur voiture à plus de 10 minutes de l'entrée. Les vols et les dégradations sont fréquents dans le parking même.

Vendredi 10, à l'appel des sections CGT et CFDT du CHU, 200 personnes se sont rassemblées et ont manifesté dans la cour de l'hôpital Charles-Nicolle en criant : « A bas les privilèges, un parking gardé ! », « Une semaine de pagaille, ça suffit ! ».

Tout le monde s'est retrouvé à l'entrée pour lever les barrières et faire entrer tous les arrivants en formant une haie de manifestants qui applaudissaient chaque voiture.

Ensuite, on s'est dirigé vers

les bureaux de la direction. Le directeur général adjoint, M. Boulanger, a reçu une délégation pour lui dire... qu'il n'avait rien à dire.

La délégation est revenue annoncer cette intéressante nouvelle aux manifestants. C'est alors que le directeur, sans doute pas très rassuré, a fait fermer la porte devant laquelle nous étions rassemblés. Seulement, il avait oublié de fermer la fenêtre. Ce qui a permis à tout le monde de s'engouffrer dans le bâtiment.

Muet et plutôt crispé, le directeur adjoint a dû subir pendant une bonne demi-heure les sarcasmes d'une centaine de manifestants. Ça allait du « Boulanger est dans le pétrin » au « Il fait du yoga », en passant par « Il reste avec nous parce qu'il n'a pas eu de vignette ».

C'est dans une salle de réunions de la direction que nous avons ensuite décidé de poursuivre l'action en début de semaine. Et, dédaignant la porte que nous proposait Boulanger, nous sommes tous repartis par la fenêtre.

Correspondant L.O.

CENTRE DE PAIEMENT DE SECURITÉ SOCIALE (Paris 20<sup>e</sup>)

## Du droit des travailleurs, ou du droit des syndicats ?

Les guichetiers des centres de paiement de la Sécurité sociale qui traitent les dossiers des malades sont astreints à un certain rendement. Mais il y a des dossiers plus compliqués que d'autres, qui demandent plus de travail. Ceux-ci ralentissent le travail des employées. Alors, ou bien on laisse de côté ces dossiers et on respecte le rendement, ou bien on les traite aussi soigneusement que les autres et on ne respecte pas le rendement. Comme les dossiers compliqués s'accumulent, des employées ont demandé une réunion pour réorganiser le travail. A l'initiative d'une employée qui se trouvait travailler sur une quantité toujours plus grande de dossiers difficiles et à qui la chef de centre avait reproché de n'en faire que quinze dans la journée, une réunion sur le temps de travail dans le cadre des lois Auroux était donc demandée à la chef.

La chef de centre accepte la proposition des employées et leur donne un délai d'une semaine pour réfléchir, sans préciser le jour où serait organisée la réunion. Lundi 13 au matin, la chef déclare : « N'oubliez pas la réunion, ce matin, il ne faudra pas que ça dure trop ». Dans la semaine les employées n'ont cessé de parler de ces dossiers compliqués qu'on classe divers et qui échoient arbitrairement aux uns et aux autres, de l'organisation du travail qui crée des conflits entre les employées.

Mais lorsque la réunion a commencé dans le bureau, puisqu'il n'y a pas d'endroit prévu pour se réunir, deux délégués CFDT sont arrivés en demandant ce qui se passait. Une fois mis au courant par les employées réunies, les délégués ont déclaré que la réunion ne devait pas se passer de cette manière. Ils ont rappelé aux vingt employées les modes d'application de la loi Auroux :

« Il faut établir une liste des thèmes à débattre, avec le jour et l'heure de la réunion et l'afficher une semaine à l'avance. Il faut désigner des rapporteurs », etc. En l'occurrence, ils auraient apprécié qu'on les convie à la réunion.

Après cette semonce, la chef est intervenue pour dire qu'il fallait donc écourter la réunion et il n'a plus été question que de bâcler en vitesse le problème de la répartition des dossiers. Les employées qui voulaient profiter de cette réunion pour poser plus clairement encore la question du rendement sont restées sur leur faim. Les délégués sont partis après avoir réduit la réunion à vingt minutes sans même en proposer une autre organisée selon les « règles ».

En fait de « droit des travailleurs », les lois Auroux apparaissent là comme un droit pour les syndicats d'arbitrer et de freiner l'initiative des employées.



## DANS LES ENTREPRISES

### THOMSON-LEVALLOIS :

## Aux Chantiers les avantages se font la valise

La Thomson envoie des monteurs et des techniciens sur les chantiers en France ou à l'étranger pour installer les pylônes, les antennes. Ces déplacements durent parfois plusieurs mois et parfois même plus d'un an.

Les travailleurs qui acceptent d'aller en chantier ont un régime différent de ceux qui travaillent à l'usine. Leurs horaires sont plus longs, ils ont droit à des congés supplémentaires et à des voyages payés. Ils touchent un sursalaire.

Ces avantages sont fixés par une convention collective pour le personnel mensuel. La Thomson a fixé ses propres règles, parfois plus avantageuses, par une convention d'entreprise.

A Levallois, la direction du centre a entrepris de modifier en partie ces règles.

Les travailleurs des chantiers de France demandaient que soit institué un système de fourchettes horaires forfaitaires, déterminant un coefficient pour calculer le paiement des heures supplémentaires. En effet, chaque semaine, la comptabilité des heures effectives et des repas auxquels elles donnent droit est très compliquée. La Thomson s'est saisie de cette occasion pour revenir sur certains avantages.

Elle a institué un forfait d'heures calculé sur l'année.

Cela lui permet de faire travailler le temps qu'elle veut certaines semaines, sans avoir à payer les heures supplémentaires réellement faites, du moment qu'elles ne dépassent pas une moyenne de 42 heures calculée sur l'année.

D'autre part, le paiement de ces heures se fera en appliquant au salaire un coefficient de 1,17 % (les travailleurs des chantiers demandaient 1,20 % pour compenser les réductions d'horaires qui n'ont pas été payées, ce qui leur a occasionné des pertes de salaire). Et dans ce coefficient la direction inclut les primes de hauteur auxquelles ont droit ceux qui montent aux pylônes, comme le prévoient les conventions.

Enfin, bien que la convention précise que le personnel a droit à un jour de congé de détente par mois, à prendre quand il le veut, la direction se donne la possibilité de regrouper ces jours à sa convenance et de fermer un chantier selon les charges de travail.

Ainsi, la direction revient sur un certain nombre de droits qu'avaient les travailleurs des chantiers. La Thomson a beau avoir été nationalisée, non seulement cela n'a pas entraîné d'améliorations mais, pire, la direction se permet de passer outre aux lois.

Correspondant LO

### LE CINÉMA DES DROITS NOUVEAUX

Mercredi, pendant les heures de repas, deux journalistes de FR3 interrogeaient des travailleurs devant l'entrée du 28. Sujet du reportage : les nouveaux droits des travailleurs. Réponse de la plupart des interviewés, interloqués : quels droits ?

Il est vrai qu'en dehors de la baisse des salaires et de la hausse du chômage...

Enfin, heureusement que la télé est là pour nous informer.

### AVENTURES D'UN POTEAU

Au magasin du 28, dans la petite allée où sont rangés les composants, il y a un poteau.

La direction a pensé que ce poteau était mal placé et, de ce fait, risquait d'être dangereux. Des anneaux de fer ont donc été installés autour du poteau.

Aussitôt après, un magasinier s'est blessé au dos en heurtant les anneaux.

Les anneaux ont été enlevés et remplacés par un « dos d'âne » en carrelage. Un autre magasinier a su éviter de chuter en se rattrapant... au poteau. Heureusement qu'il était là !

Aux dernières nouvelles, tout est arrangé : le poteau a retrouvé sa physionomie première.

En attendant, quand la direction se mêle de la sécurité, un travailleur est arrêté pendant quinze jours...

Extrait du bulletin Lutte Ouvrière Thomson CSF Levallois.

### TOULOUSE :

## Les gros bras du SNPMI à l'œuvre

Rebondissement dans la grève du « 31 », journal des petites annonces toulousaines. Suite à une médiation préfectorale, les salariés avaient repris le travail le 20 décembre. Mais M. Pradas, le patron, a refusé de réintégrer les 2 délégués licenciés et, après un lock-out, a licencié tout le personnel et l'a remplacé par de nouveaux travailleurs.

Les grévistes ont alors réoccupé les locaux et samedi 11 février, à onze heures, un commando d'environ 100 personnes du SNPMI, le syndicat national des petites et moyennes entreprises, certaines

armées de barres de fer, avec à leur tête le patron de « 31 » et le président local du SNPMI, ont expulsé sans ménagement les occupants, en présence de la presse et de la télé. La police, présente, a laissé faire. Le SNPMI, en convoquant la presse pour assister à son opération de commando, a fait le maximum de publicité à ses méthodes musclées. Mais du coup, lundi soir, c'est près d'un millier de travailleurs qui, à l'appel de la CGT, ont manifesté contre le coup de force patronal et dénoncé la passivité des pouvoirs publics dans cette affaire. Mardi, aucun journal n'est sorti à Toulouse.

### DELLE-ALSTHOM :

## Le personnel apprécie !

AA-DAT Villeurbanne/AS		FICHE D'APPRECIATION OUVRIERS	M. ....
CRITERES		1	2
I COMPETENCE, CONNAISSANCES PROFESSIONNELLES, EXPERIENCE (Ancienneté : - fonction - entreprise)		Bases insuffisantes. Connaissances faibles. A besoin d'être guidé en permanence.	Bases faibles. Limité dans son travail. Mérite complément de formation.
II QUALITE DU TRAVAIL SOINS		Absence de soins. Erreurs.	En général travail convenable. Néglige parfois le fini.
III QUANTITE RAPIDITE D'EXECUTION		Lent. Dispersion dans son activité.	Capacité de travail parfois défaille. Perd du temps.
IV RESPONSABILITE CONSCIENCE PROFESSIONNELLE		Négligent. Nécessite une surveillance fréquente.	Sens de la responsabilité. Quelques négligences.

« Négatif, jaloux, agressif », « Se noie facilement », « Excellent élément », « Pas dévoué », « Cause parfois quelques frictions », « Conduite laissant à désirer » : voilà quelques critères de sélection ou « appréciations » de la direction de Villeurbanne sur le personnel, avec des notes allant de 1 à 4 pour les ouvriers et de 6 à 10 pour les ATAM. C'est la maîtrise qui est chargée de ce travail.

Ce qui est encore plus cocasse, c'est que la direction a répondu, lors d'une réunion de délégués du personnel,

qu'un tel canevas de notations et de sélection n'existait pas, ignorant à ce moment-là que les documents confidentiels étaient entre les mains des syndicats. Le jour même, les fiches d'appréciations ont été largement diffusées dans l'usine.

Les travailleurs étaient écœurés par l'utilisation de tels procédés. Le meilleur moyen d'y répondre étant de tourner cela en dérision, certains travailleurs ont noté leur chef et lui ont envoyé sa fiche d'appréciation.

A bon entendeur, salut !

### MONTBÉLIARD :

## La crise dans le bâtiment : Le grand embouteillage

A Montbéliard le 8 février à 4 heures du matin, quatre-vingt poids lourds, pelleteuses et autres engins de chantier se mettent en travers de toutes les voies d'accès de la ville et laissent simplement des chicanes étroites comme voies de passage. Résultat : toute la journée, la circulation sera en grande partie paralysée et, par contre-coup, l'accès aux usines Peugeot Sochaux. Dans le pays de Montbéliard, c'était le grand coup de gueule des entreprises de bâtiment et de travaux publics (BTP).

Cette action avait été décidée l'avant-veille par des syndicalistes CFDT et

FO, au cours d'un Comité d'établissement d'une entreprise de BTP. Le patron, entièrement d'accord, a même pris les choses en main en contactant la plupart des dirigeants des autres BTP de la région. Et, à côté des bouchons d'engins, on pouvait lire des banderoles « Patrons, ouvriers, unis pour maintenir l'emploi ».

Un ouvrier disait : « Il n'y a plus de boulot. Les collectivités locales ne passent plus de commandes. Le patron nous a dit que dans un mois il ne sait pas ce qu'on fera. Si les patrons coulent, nous les ouvriers, on coule avec ». Beaucoup

d'entreprises de BTP sont familiales, avec quinze ou vingt ouvriers en moyenne.

De fait, ces dernières semaines les menaces de dépôt de bilan des entreprises de BTP et demandes de licenciements auprès des administrations se sont multipliées dans la région. Comme à l'échelle nationale (100 000 emplois supprimés en un an), le secteur du bâtiment et des travaux publics est en constante régression dans le nord de la Franche-Comté. En particulier parce que, depuis quatre ans maintenant, il n'y a plus de travaux (construction en neuf, entretien) commandités par Peugeot.



Les entreprises de travaux publics bloquent les routes menant à Montbéliard.

S'ajoutent, comme ailleurs, la baisse des dotations HLM (20 % de baisse des logements autorisés en 1983 dans la région) et la baisse et même l'effondrement des projets de constructions individuelles.

Déjà deux entreprises locales ont été mises en règlement judiciaire. 200 ouvriers viennent de recevoir leur lettre de licenciement. Et ce ne sont que les premiers prévus.



## Manifestations en Lorraine

Lundi dernier, 13 février sous le soleil de février, plus de 7000 travailleurs ont défilé dans les rue de Metz, à l'appel de la CGT, venus de toute la région : depuis Longwy, Briey, Thionville, Forbach, Lunéville et Nancy.

C'est la première fois depuis 1981 qu'une telle manifestation était organisée et, même si les débrayages n'ont pas été massifs dans les entreprises (sauf dans les mines de fer), les travailleurs présents étaient satisfaits de pouvoir crier, au coude à coude, leur mécontentement face à un gouvernement qui applique la même politique de suppressions d'emplois que la droite.

Pour la CGT, il s'agissait de « donner un avertissement au gouvernement pour qu'il renonce aux projets

inacceptables et ne fasse pas de la Lorraine une région de pré-retraités ».

Mais dans le cortège, à côté des slogans traditionnels tels que « produire français » ou « vivre et travailler en Lorraine », on a pu entendre : « Mitterrand, t'es foutu, les Lorrains sont dans la rue » ou bien « Mitterrand, si tu continues, la classe ouvrière te bottera les fesses », etc.

Le parcours avait été soigneusement étudié pour éviter la préfecture. Mais le déploiement impressionnant des forces de l'ordre, armées de boucliers, de casques et de matraques, montrait que les pouvoirs publics n'étaient pas très tranquilles : les grandes manifestations de sidérurgistes de 1979 sont encore dans les mémoires...

Correspondant L.O.

SACILOR (Gandrange-Rombas)

## L'exaspération est grande

A Sacilor, la journée de grève a été assez peu suivie sur l'ensemble des équipes. Par contre, sur l'équipe d'après-midi, une forte minorité a débrayé au TFM et à l'Acierie pour se rendre à la manifestation (300 personnes environ, alors que d'habitude seuls y vont les militants).

Les travailleurs ne se sentent pas pour l'instant directement menacés par les licenciements, comme à Longwy ou à Neuves-Maisons, mais l'exaspération est grande, face à la baisse des salaires (-8 % sur l'année 1983, soit l'équivalent

d'un mois de salaire en moins) et face au manque de personnel dans tous les secteurs (lié à la mise en place d'une cinquième équipe sans embauche).

De plus, une certaine inquiétude plane sur les départs à cinquante ans. Acquis à la suite des affrontements de Longwy en 1979, ces départs anticipés avaient permis de suspendre les licenciements. Et les travailleurs qui arrivent à cinquante ans, travaillant bien souvent depuis l'âge de 14 ans à l'usine et faisant les trois postes, sont plutôt contents de

pouvoir partir. Or, dans un rapport publié récemment, Rosenthal, alias Monsieur Sidérurgie, remet en cause ces départs qu'il qualifie de « gaspillage, mis en place par la droite pour acheter la paix sociale ». Il est question de les supprimer dans les installations qui ne sont pas directement menacées de fermeture.

Pour l'instant, aucune décision n'a encore été prise officiellement, mais l'inquiétude est réelle.

Correspondant L.O.

USINOR (Dunkerque)

## Un ouvrier mort au crassier

Mardi 31 janvier, un conducteur d'engin, intérimaire de la CIRM, est mort à Usinor-Dunkerque.

Il y a 2 ans il avait déjà été victime d'un accident : il avait heurté une barrière de passage à niveau avec un camion. Ainsi qu'il l'avait déclaré à la commission de sécurité, les freins étaient complètement usés. Peu de temps après, il avait été licencié.

Après plus d'un an de chômage, il avait été repris par l'entreprise intérimaire NOVASAM pour la CIRM... à Usinor-Dunkerque.

Mardi 31 janvier, alors qu'il effectuait une manœuvre en marche arrière vers une trémie au crassier, il n'a pu arrêter son engin, un dumper de 30 tonnes. Il a basculé dans le vide, 10 mètres plus bas. Il a été tué sur le coup.

L'arrêt-butoir au bord du trou était recouvert de terre est donc tout à fait ineffi-

cace ; la visibilité était gênée par la fumée et la poussière ; la piste sur laquelle les camions montent en marche arrière était boueuse et grasse et le camion patinait sans cesse ; en plus, les freins étaient défectueux.

Les patrons de la CIRM comme la direction d'Usinor-

Dunkerque sont entièrement responsables de cet accident. Pour eux, il faut que le travail se fasse, vite, et dans n'importe quelles conditions... et que tombent leurs profits.

Une fois de plus à Usinor-Dunkerque, un ouvrier l'a payé de sa vie.

Correspondant L.O.

## Mines de fer : Blindés contre chargeurs de mine



Les mineurs de fer, qui voulaient aller manifester à Metz avec leurs engins, se sont heurtés à un barrage d'acier, bien français, celui-là !

Après avoir été forcés d'écarter de leur chemin, à bras-le-corps, quelques estafettes de gendarmes, pour ne pas rayer leur carrosserie avec leurs chargeurs de minerai, ils ont pu continuer leur route.

Mais ensuite, ils ont été stoppés par un deuxième barrage : le mur d'acier des blindés de la gendarmerie nationale !

Enfin, ils ont réussi à rejoindre Metz, où ils ont été déposer quelques tonnes de minette devant le GESIM, siège patronal des mines et de la sidérurgie.

Correspondant L.O.

## Nous aussi, annonçons la couleur

On apprend qu'à Usinor Dunkerque, la productivité s'est beaucoup améliorée. Il faut 2,76 heures de travail pour produire une tonne d'acier, contre 3,20 heures en moyenne en 1983.

En même temps, le nombre de travailleurs dans l'usine diminue.

Et la direction annonce la couleur : la production devra encore s'accroître, tandis que l'effectif sera réduit de 350 salariés par an jusqu'à 1990, soit un salarié de moins chaque jour.

Pour la direction, le compte est bon : elle gagne sur tous les tableaux. Mais il n'est pas question d'accepter ça. Si les patrons ont de tels plans en perspectives, à nous de préparer les nôtres.

Extrait du bulletin Lutte Ouvrière Usinor-Dunkerque.

Fonderies Nouvelles de l'Ondaine Firminy (Loire)

## Creusot-Loire recule

Le jeudi 2 février, les travailleurs des Fonderies Nouvelles de l'Ondaine obtenaient que Creusot-Loire tienne ses promesses de 1981 et les reclasse après leur licenciement par les FNO.

Les FNO, petite fonderie pour poêlons et cocottes en fonte, avaient commencé leurs activités en 1981 avec 40 travailleurs provenant d'une filiale de Creusot-Loire, qui avaient accepté ce nouveau statut après que Creusot-Loire leur

eut garanti par écrit de les reclasser sur le site de Firminy en cas de difficultés des FNO.

En janvier 1984, ces difficultés arrivèrent. Mais Creusot-Loire ne voulait pas tenir ses promesses, arguant que la quasi-totalité du site Creusot-Loire de Firminy était maintenant propriété d'Usinor !

Les travailleurs, qui allaient recevoir leurs lettres de licenciements à partir du 30 janvier, ne l'ont pas entendu de cette oreille. Ils ont occupé depuis le

27 janvier les bureaux d'une entreprise filiale de Creusot-Loire, afin de faire pression sur les patrons de cette entreprise.

Le mercredi 1<sup>er</sup> février, Creusot-Loire et Usinor s'engageaient à embaucher dans leurs usines de la Loire, dans un délai d'un an, les 40 travailleurs licenciés de FNO. Ceux-ci considèrent ce recul comme un succès satisfaisant et reprenaient le travail le jeudi 2 février.

Correspondant L.O.



## Romans

### « La montagne d'ébène »

de Roland Brival

Roland Brival, originaire de Fort-de-France, en Martinique, nous ramène dans les années 1830 à la Martinique.

Aux Antilles, la révolte gronde. Elle gronde parmi les esclaves qui travaillent de l'aube à la nuit dans les champs de canne à sucre des planteurs blancs. La vie des esclaves est un enfer : courbés toute la journée dans les champs à couper et à charger la canne, ou suant dans des hangars, la sucrerie, dans une atmosphère chargée d'une fine poussière de cendres où règne une chaleur insupportable.

Et derrière eux, surveillant chacun de leurs gestes, le commandeur, l'homme noir de confiance du maître qui les harcèle pour les faire travailler toujours plus vite, le fouet à la main, prêt à tomber sur les épaules de celui qui ne fait pas suffisamment preuve de bonne volonté.

Mais être esclave, ce n'est pas simplement travailler très dur. C'est aussi être constamment humilié par les maîtres qui les considèrent pire que du bétail. Des maîtres qui prennent leurs femmes pour les mettre dans leur lit, qui châtent de façon horrible ceux qui enfreignent leurs règlements, châtements qui se font publiquement, devant l'ensemble des esclaves, pour leur inspirer par la peur, le respect de la loi des maîtres.

Des centaines et des centaines d'esclaves choisissent le chemin du maquis pour échapper à cette vie. On les appelle les « marrons ». Ils se cachent dans la montagne, dans les forêts et descendent de temps en temps, dans les plantations pour châtier les planteurs.

Roland Brival nous fait suivre l'itinéraire de Macouba, jeune Africain, arrivé en Martinique sur un

bateau de négriers et acheté par le riche planteur de Saint-Aubin.

Macouba ne rêve que de liberté, de vengeance contre les Blancs. On parle bien de l'abolition de l'esclavage, mais comme l'ensemble des esclaves, il n'y croit pas. Il pense que la liberté, il faudra que le peuple noir l'arrache aux Blancs.

Macouba ira rejoindre les « marrons » pour libérer le pays, suivi par la propre fille de Saint-Aubin. Au départ, c'est sa passion pour Macouba qui la fait quitter sa famille. Mais bien vite c'est animés des mêmes espérances en un monde libre qu'ils continueront à lutter, en butte à la haine et aux préjugés, mais sûrs d'avoir raison de se battre pour un monde humain.

Marie-Claude SOLAC

La montagne d'ébène de Roland Brival. Ed. J.-C. Lattès. 307 pages. 70 F.

### « La grande usine »

de Paul Vincent

« Je crois, dit dans son introduction Paul Vincent, qu'il existe des classes sociales et j'affirme que cent mille efforts, cent mille ruses, cent millions de prétextes sont fabriqués jour après jour pour que le peuple reste dans la sienne et n'en sorte jamais ». Il ajoute : « A celui qui doit subir le travail comme une peine ira toujours ma préférence. (...) ... de celui-là, je suis solidaire ».

Issu de pauvres Lorrains, et fier de cette ascendance, Paul Vincent conte dans *La grande usine*, mi-roman, mi-saga, l'histoire de cette énorme verrerie qui s'est installée au cœur des forêts du versant lorrain des Vosges, ou plutôt de ceux qui sont pris dans ce « piège à pauvres » et qui y dépensent leur énergie jusqu'à leur mort.

Un style décousu, des mots et des expressions fabriquées, parfois heureux, parfois moins, ne rendent pas toujours le récit facile à suivre d'autant que les événements historiques sont souvent évoqués de façon allusive.

Paul Vincent décrit ces générations ouvrières, leurs pensées, leurs luttes, leurs illusions, mais aussi il pourfend le monde des bourgeois. Son livre est souvent intéressant, même si la sollicitude et la sympathie de l'auteur envers les Lorrains devient plus ambiguë lorsqu'il s'agit des immigrés.

Le livre s'achève sur la nationalisation de l'entreprise à la suite de la victoire de la gauche. Là aussi c'est discutable : la nationalisation est-elle bien une défaite de la bourgeoisie comme l'écrit l'auteur ? Est-ce bien « la séparation de l'industrie et de l'Etat » ? Non, les bourgeois ont récupéré leurs capitaux, et les « pauvres » se sont fait une fois de plus avoir par la gauche. Reste un roman chaleureux, et plein de « bonnes intentions » mais aussi de pas mal d'illusions.

André VICTOR

La grande usine de Paul Vincent. Ed. Robert Laffont. 337 pages. 82 F.

### « L'insoutenable légèreté de l'être »

de Milan Kundera

*L'insoutenable légèreté de l'être* est le tout dernier roman de Milan Kundera, romancier dissident tchèque qui, à la suite du printemps de Prague en 1968 et de sa « normalisation » par les chars russes, fut contraint de quitter son pays et de s'installer en France.

Ceux qui se souviennent des premiers romans de cet auteur écrits dans les années 1960 tels *La plaisanterie*, *La vie est ailleurs* ou même *Risibles amours* (tous parus en collection de poche), risquent d'être déçus. Dans ces premiers romans, l'auteur scrutait la société tchèque des années 1960, remontait même aux années 1950 où le stalinisme triomphait en URSS comme dans les Démocraties populaires et mettait en pièce avec un humour parfois féroce, ce que les bureaucrates tchèques, à la suite de ceux de Moscou, appelaient « socialisme » là où il n'y avait qu'étouffement d'une vie sociale empoisonnée par les procès politiques, la délation, les restrictions et tout ce

qui va avec. Depuis, du temps a passé. Faute d'avoir quelque chose de nouveau à dire, Kundera semble avec ce roman laisser de côté son talent satirique et sert de vieux lieux communs sur « la nature humaine », « l'existence », et « le théâtre » de la vie qu'il regarde en sceptique, fataliste.

Le roman se situe en 1968 avant et après le printemps de Prague. Le personnage central, Tomas, est chirurgien. Dissident, il perd sa place et devient laveur de carreaux. C'est un coureur de jupons et les intrigues amoureuses font le fil conducteur du roman. Ces intrigues servent surtout à philosopher sur tout, la découpe des chapitres nous invitant à méditer sur « la légèreté » et « la pesanteur », « l'âme » et « le corps », et « la Grande Marche ». « L'idée de la Grande Marche, c'est le kitch politique qui naît des gens de gauche de tous les temps et de toutes les tendances. La Grande Marche, c'est le chemin superbe en avant, le

chemin vers la fraternité, l'égalité, la justice, le bonheur et plus loin encore, malgré les obstacles car il faut qu'il y ait des obstacles pour que la marche puisse être la Grande Marche ».

Et du haut de sa position de philosophe se voulant au-dessus de la mêlée, Kundera mêle à plaisir « le kitch catholique, protestant, juif, communiste, fasciste, démocratique, féministe, européen, américain, national, international ».

Restent alors les trois ou quatre vérités éculées que Kundera nous présente, sans rire, comme la somme de sa réflexion philosophique : l'homme est ridicule, le destin absurde, les idéologies ont failli. Cela donne un roman, malgré quelques traits percutants, bien idéologique lui aussi. Un genre dont la pesanteur pourrait elle aussi devenir insoutenable...

Marie ANTONIN

L'insoutenable légèreté de l'être de Milan Kundera. Ed. Gallimard. 393 pages. 85 F.

### « Les coquelicots de l'Orient »

de Brick Oussaid

Dans cette chronique, l'auteur nous raconte sa jeunesse, dans un village reculé de la province marocaine de l'Orient, non loin de l'Algérie. Dans cette zone montagneuse et désertique, la misère est le lot permanent des paysans. Vivant sous la tente en toutes saisons, cultivant quelques champs caillouteux et élevant des chèvres, la famille de Brick souffre du froid et de la faim. Le fatalisme et les superstitions religieuses font accepter les privations et l'arbitraire des notables.

Brick, lui, va petit à petit s'en tirer, grâce à sa réussite scolaire. Mais son père et sa mère mourront de famine et de misère, le reste de sa famille sera décimée et lui-même ne s'en tirera que de justesse. Une fois en ville, il retrouvera à une autre échelle le contraste entre les miséreux et les profiteurs, la corruption de l'administration et la mafia des nantis. Aidé par quelques enseignants, il partira étudier en France, où il deviendra ingénieur.

Ces souvenirs de Brick Oussaid, d'un style souvent maladroit, évoquent de façon poignante la misère paysanne et les efforts désespérés de

### Brick Oussaid Les coquelicots de l'Orient

Chronique d'une famille berbère marocaine



l'auteur pour étudier, efforts qui contredisent les nombreuses maximes fatalistes émaillant ce livre.

Vincent GELAS

Les coquelicots de l'Orient de Brick Oussaid. Ed. La Découverte, Actes et Mémoires du Peuple. 177 pages. 55 F.



# LIVRES

## La classe ouvrière française au début du siècle

### Les frères Bonneff

Les frères Bonneff, Maurice et Léon, sont aujourd'hui bien oubliés. Nés à la fin du siècle dernier dans une famille de brodeurs de Franche-Comté, ils n'avaient pas leur certificat d'études quand ils sont montés tous deux à Paris en 1900.

Ils se voulaient alors « poètes et écrivains ». Mais deux rencontres ont bouleversé leur vie. Celle de Gustave Lefrançais, communiste libertaire, ancien combattant de la Commune, qui fit leur éducation politique, et celle d'un intellectuel de gauche de l'époque, Lucien Descaves (auteur d'un roman antimilitariste, *Sous-ofts*, réédité chez Slatkine, il y a quelques années).

Comme Poulaille plus tard, Descaves pensait que « si ceux-là seuls qui ont quelque chose à dire écrivaient, la littérature reconquerrait sa fonction véritable qui n'est pas commerciale mais humaine ». Il conseilla aux frères Bonneff, au lieu d'écrire des vers de mirlitons, de se documenter sur la société.

Ils le prirent au mot. Toute leur (courte) vie, ils amassèrent de la documentation sur la classe ouvrière, ses conditions de vie et les salaires des différentes corporations de l'époque, en enquêtant sur le terrain.

Liés au mouvement socialiste, ils publièrent leurs travaux dans les journaux ouvriers de l'époque : *L'Humanité* de Jean Jaurès, *La Guerre Sociale* de Gustave Hervé, *La Vie Ouvrière* de Pierre Monatte, *La Bataille Syndicaliste*, le quotidien de la CGT, publiée de 1911 à 1913. Ils réunirent certaines de leurs enquêtes en volume : *Marchands de folie* traitait l'alcoolisme en milieu ouvrier, *La classe ouvrière* présentait certaines corporations : boulangers, terrassiers, cheminots, postiers, pêcheurs, etc.

Ils ont publié chacun un roman. Maurice a écrit *Didier, homme du peuple* et Léon, *Aubervilliers*. Le personnage de Didier avait existé : c'était en réalité Henri Pérault, militant anarcho-syndicaliste qui participa en 1906 au congrès d'Amiens, créa le syndicat des carriers, puisatiers et mineurs de Chevreuse en 1908 et devait décéder deux mois plus tard de la tuberculose.

Les frères Bonneff qui s'étaient rêvés poètes et écrivains dans leur jeunesse, choisirent de mettre leur plume au service du prolétariat. Mais ils n'eurent pas le temps de donner toute leur mesure : ils furent fauchés par la guerre de 1914. Ils avaient 30 et 32 ans.

Jacques FONTENOY



### « La vie tragique des travailleurs »

de Léon et Maurice Bonneff

Ce livre est une enquête sur la condition ouvrière en France, vers 1906-1908, époque où les militants les plus combattifs de la classe ouvrière sont les anarcho-syndicalistes ou les syndicalistes-révolutionnaires de la CGT.

Dans ce volume des frères Bonneff, on trouve la description minutieuse des conditions de vie des travailleurs des grandes entreprises de la métallurgie, des chantiers, et aussi des métiers comme les égoûtiers ou les scaphandriers. Les ouvrières sont représentées par les travailleuses des ateliers de confection ou les plumassières-fleuristes. Le dernier chapitre est un petit panorama des ouvriers juifs à Paris, spécialistes du meuble et de la casquette.

Les conditions de vie dans les aciéries ou sur certains chantiers sont impressionnantes : un tailleur de meule de 34 ans fait figure de doyen dans sa corporation. Tous ceux avec qui il a commencé, vingt ans avant, sont morts de maladie. Et le fossoyeur du village ajoute qu'il a rarement enterré un homme de plus de 36 ans !

Ces cas sont multiples. *L'enfer, Les condamnés*, tels sont les titres et les sous-titres de plusieurs chapitres.

Si certains métiers ont connu depuis une sensible amélioration, le travail à domi-

cile dans la confection a bien des points communs avec ce qu'on connaît aujourd'hui de l'exploitation des travailleurs turcs dans le quartier du Sentier à Paris.

Les conditions de travail sont précaires, dangereuses : pas d'étais dans les mines ; les hauts-fourneaux, mal entretenus, explosent dans un déluge de feu, écrasant tout et tous sur leur passage. Les amendes, directes ou indirectes, pleuvent sur les travailleurs : chez les mineurs de fer, un déchet dans un wagonnet de minerai sert de prétexte à ne pas le comptabiliser.

Ici, on emploie des enfants de sept ans. Là, la prière est obligatoire ; ceux qui ne remuent pas les lèvres perdront peut-être leur emploi. Tout cela est très souvent illégal, car les travailleurs ont obtenu des embryons de lois sociales, par leurs luttes, mais les patrons marchent dessus, le plus souvent.

Et même si on travaille dur, la vie est très difficile. Les tisseurs d'Armentières ne mangent de viande que deux fois par an : le 1<sup>er</sup> mai et le 14 juillet. Une partie du prolétariat du Nord est totalement assistée. Les salaires sont si faibles que les travailleurs ne survivent que grâce à des distributions de pain hebdomadaires.

Ailleurs — et cela jusqu'en

1907 — subsiste la pratique de l'économat, ces épiceries qui dépendent de l'entreprise. Il est obligatoire d'y acheter, sous peine de renvoi. Les prix y sont plus élevés qu'ailleurs. Les travailleurs y sont si endettés, qu'une fois l'ardoise de l'épicerie déduite de leur paie, ils sont le plus souvent sans le sou, voire endettés auprès de leur entreprise. Et si, pour une démarche quelconque, ils ont besoin d'argent, deux francs par exemple, le patron les leur vend... trois francs.

Dans de telles conditions, les grèves sont dures et souvent longues, et quelquefois sans le moindre résultat, si ce n'est de recevoir les coups de la troupe. Mais est-ce pire que de subir sans rien faire ?

Les descriptions des frères Bonneff ne sont jamais que le simple exposé d'une exploitation féroce, sans chercher particulièrement la note misérabiliste. Ce n'est pas leur genre. Ceux qu'ils apprécient le plus, ce sont ces militants ouvriers, dont ils nous brossent le portrait, qui luttent, avec patience, et passion dans un total désintéressement, pour implanter le syndicat, mobiliser leurs camarades afin d'obtenir de meilleures conditions d'existence.

Jacques FONTENOY

La vie tragique des travailleurs de M. et L. Bonneff. Ed. EDI. 266 pages. 78 F.

### « Aubervilliers »

de Léon Bonneff

*Aubervilliers* est un roman de Léon Bonneff. Le seul texte qu'il ait écrit sans la collaboration de son frère.

Ce roman montre comment vivait la population ouvrière d'Aubervilliers avant la guerre de 1914. En fait, Bonneff a mis en scène quelques personnages qui lui permettent de nous présenter le fruit de ses recherches sur la vie ouvrière dans cette banlieue parisienne.

Pour tous, la grande question, c'est comment vivre à meilleur compte. On fait des raisonnements sur sa progéniture. « Tous comptes faits, mieux vaut avoir des filles ». Moins portées que les garçons à quitter tôt le foyer parental, si

par contre elles trouvent un travail, elles ramèneront plus longtemps leur paye à la maison. Les gars, eux, ont très vite fait d'aller se marier « A la mairie du XXI<sup>e</sup> ».

« On ne devrait pas vieillir quand on est ouvrier », chantait à cette époque le chansonnier populiste Montéhus. Et pour ce vieux travailleur et cette vieille ouvrière, tous deux rescapés de l'exploitation, le jour où l'entreprise décide de les licencier sans pension, il faut retrouver quelque activité utile à la collectivité, pour échapper à l'hospice de Nanterre, qui a déjà sa sinistre réputation.

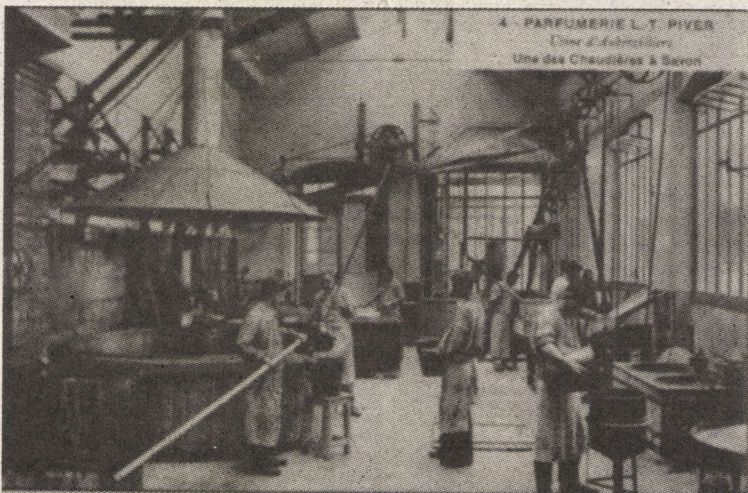
Souvent présente, il y a la solidarité. Elle se limite aux

relations de bon voisinage, aux amitiés qui permettent de faire face aux difficultés. Mais parfois elle va plus loin. Elle permet de mettre à bas une tentative de création d'un syndicat jaune chez les terrassiers, un des épisodes les plus savoureux du livre. Elle donnera aussi à quelques jeunes ouvriers le goût de l'activité militante qui est « comme une fête, un bon tour qu'on joue aux patrons avides ».

Un roman chaleureux.

Jacques FONTENOY

*Aubervilliers* de Léon Bonneff. Ed. Le vent du Ch'min, 5, bis rue Rolland-Vachette 93200 Saint-Denis, 291 pages, 60 F.





## « To be or not to be »

de Mel Brooks

Un nouveau film de Mel Brooks vient de sortir, *To be or not to be*. Le film a été réalisé suivant le même scénario que celui filmé en 1942 par Lubitsch et qui s'appelait aussi *To be or not to be*.

Dans la version 1984, comme d'ailleurs dans celle de 1942, nous sommes à Varsovie en 1939. Le très célèbre Frederik Bronski (aujourd'hui Mel Brooks) s'obstine à jouer Hamlet. Et quand il entame la célèbre tirade de *To be or not to be*, un spectateur, toujours le même, se lève et sort. Il sort pour rejoindre... la femme de Frederik, Anna Bronski, actrice elle aussi.

Mais dans l'année 1939, d'autres « petites » choses se passent, c'est ainsi qu'Hitler envahit la Pologne. Et tous nos héros de théâtre se retrouvent à faire face à tout cela, et après un certain nombre de quiproquos, vont parvenir à aider la résistance polonaise. Ils réussiront même à quitter le pays avec une famille juive dans des circonstances quelque peu étonnantes...

Parsemé de clins d'œil, de gags, de quelques numé-



ros musicaux, le film de Mel Brooks, réalisé par Alan Johnson, est souvent drôle et parfois même émouvant. Et dans la scène où, déguisés en clowns pour mieux s'enfuir, des Juifs traversent la salle de théâtre bourrée d'officiers allemands hilares, Mel Brooks lève un coin de voile de cette comédie et, avec pudeur, touche vraiment.

Cette scène est d'ailleurs une des rares scènes nouvelles de cette cuvée 1984.

Mais en fait le cru 1984 de *To be or not to be* n'est pas mauvais du tout. Quant à celui de 1942, qui passe aujourd'hui dans une salle parisienne (Saint-André-des-Arts), lui, n'est que meilleur avec le temps !

Marielle LEMONNIER

« Jacques Mesrine »

Un film  
de montage  
d'Hervé Palud

Ce film, composé de documents d'archives, d'interviews et de photos, évoque la carrière du célèbre gangster, devenu « ennemi public n° 1 », qui fut abattu le 2 novembre 1979 par la brigade antigang du commissaire Broussard. On le suit par des photos de famille, les récits de sa mère et de ses copains d'école, de ses femmes et de ses amis, de ses victimes, des truands qui l'ont connu en prison et des policiers qui l'ont pourchassé, par les interviews qu'il a données à la presse et les nombreuses cassettes de magnétophone auxquelles il confiait ses réflexions.

L'impression qui se dégage de tout cela est bien terne. Mesrine est un petit-bourgeois doué et audacieux qui a mal tourné, en particulier à la suite de son service militaire en Algérie. Il a fait bon nombre de mauvais coups, mais il respectait la veuve et l'orphelin (en tout cas, il tenait à ce que ça se sache), s'en prenant de préférence aux riches (ce qui est dans l'ordre des choses pour un gangster de haut vol). Il était « régulier », refusait d'être brisé par le système pénitentiaire (d'où sa protestation contre les quartiers de haute sécurité). Et surtout sa mégalomanie en faisait un sujet en or pour les journalistes. Bref, un honnête album de souvenirs sur un homme déjà oublié.

Vincent GELAS

A Paris : Hollywood 9°.

## Sélection cinéma

Dans les salles parisiennes

### Films récents...

**LE BAL.**  
d'Ettore Scola.

A travers quelques bals populaires, le film évoque diverses périodes. Une manière plaisante, pleine de vie et d'émotion de nous conter l'histoire.  
Gaumont les Halles 1<sup>er</sup>. Vendôme 2<sup>e</sup>. Studio de la Harpe 5<sup>e</sup>. Hautefeuille 6<sup>e</sup>. Colisée 8<sup>e</sup>. 14 Juillet 11<sup>e</sup>. Montparnasse Pathé 14<sup>e</sup>.

**LE JOUR D'APRÈS.**  
de Nicholas Meyer.

Le téléfilm américain qui a effrayé plus de cent millions de téléspectateurs en imaginant les conséquences d'une guerre nucléaire.  
Gaumont les Halles 1<sup>er</sup> (vo). Berlitz 2<sup>e</sup>. Gaumont Richelieu 2<sup>e</sup>. Saint-Germain Village 5<sup>e</sup> (vo). Bretagne 6<sup>e</sup>. Gaumont Ambassade 8<sup>e</sup> (vo).

**ET VOGUE LE NAVIRE.**  
de Federico Fellini.

Une allégorie baroque de la fin d'un monde aristocratique et décadent à la veille de la guerre de 1914.  
Gaumont les Halles 1<sup>er</sup> (vo). UGC Opéra 2<sup>e</sup> (vo). Studio de la Harpe 5<sup>e</sup> (vo). Odéon 6<sup>e</sup> (vo). Pagode 7<sup>e</sup> (vo). Gaumont

Ambassade 8<sup>e</sup> (vo). Montparnos 14<sup>e</sup> (vo).

**LES COMPÈRES.**  
de Francis Veber.

Un adolescent en cavale pour fuir sa famille se retrouve avec deux pères supplémentaires (Pierre Richard et Depardieu) à la recherche de leur supposé rejeton. Un film plein d'humour et bien sympathique sur l'épanouissement du sentiment paternel.

Georges V 8<sup>e</sup>. Français 9<sup>e</sup>. Paramount Montparnasse 14<sup>e</sup>.

**LE GRAND CARNAVAL.**  
d'Alexandre Arcady.

1942, les Américains débarquent en Algérie. Tableau d'une époque où les colons français sont tout puissants en Algérie et où les Algériens sont étrangers chez eux. Un film où l'on rit beaucoup, mais qui est aussi tragique.  
UGC Opéra 2<sup>e</sup>.

**CARMEN.**  
de Carlos Saura.

Sur des airs de Bizet, de musique espagnole, un film sur la danse, le flamenco et l'élaboration d'un ballet.  
Cinoches 6<sup>e</sup> (vo).

**LA BALLADE DE NARAYAMA.**

de Shohei Imamura.  
Dans un village japonais, les vieillards doivent se retirer sur la montagne pour y mourir. Une légende mais aussi une description de la vie dure des paysans pauvres.  
Quintette 5<sup>e</sup> (vo).

... et moins récents

**LES DIEUX SONT TOMBÉS SUR LA TÊTE.**  
de Jamis Uys.

Un indigène du Kalahari aux prises avec la civilisation blanche. Celle-ci n'en sort pas à son avantage...  
Impérial 2<sup>e</sup>.

**ERENDIRA.**  
de Ruy Gerra.

Un conte de fées d'après un scénario de Gabriel Garcia Marquez : quelque part en Amérique latine, Erendir, prostituée et soumise par une grand-mère tyrannique, va, en rencontrant un ange blond, reprendre goût à la vie.  
Quintette 5<sup>e</sup> (vo).

**FENÊTRE SUR COUR.**  
d'Alfred Hitchcock.

Immobilisé, la jambe dans le plâtre, un photographe observe ce qui se passe chez ses voisins.  
Gaumont les Halles 1<sup>er</sup> (vo). Berlitz 2<sup>e</sup>. St-Germain Huchette 5<sup>e</sup> (vo). St-Michel 5<sup>e</sup> (vo). Gaumont Champs-Élysées 8<sup>e</sup> (vo). Action Lafayette 9<sup>e</sup> (vo). 14 Juillet Bastille 11<sup>e</sup> (vo). Athéna 12<sup>e</sup>. Gaumont Sud 14<sup>e</sup>. Montparnos 14<sup>e</sup>. Bienvenue 15<sup>e</sup> (vo). Gaumont Convention 15<sup>e</sup>. 14 Juillet 15<sup>e</sup> (vo). Clichy Pathé 18<sup>e</sup>.

**GANDHI.**  
de Richard Attenborough.

La vie et la carrière politique de celui qui passe pour l'« apôtre de la non-violence », et qui conduisit la lutte pour l'indépendance de l'Inde. Intéressant malgré le ton apologétique.  
Cluny Palace 5<sup>e</sup> (vo).

**DIVA.**  
de J.-J. Beineix.

Les mésaventures d'un postier passionné d'opéra.  
Rivoli Beaubourg 4<sup>e</sup>. Cinoches 6<sup>e</sup>.

**MOLIERE**  
d'Ariane Mnouchkine

Une évocation de la vie et

du travail de Molière, ainsi qu'une vaste fresque de son époque.  
Bonaparte 6<sup>e</sup>.

**NUAGES FLOTTANTS.**  
de Mikio Naruse.

Un film très sensible sur l'amour contrarié d'une femme pour un homme marié mais c'est en même temps un tableau sur la misère et le poids des traditions dans le Japon d'après guerre.

Olympic Luxembourg 6<sup>e</sup> (vo). Olympic Entrepôt 14<sup>e</sup> (vo). Acacias 17<sup>e</sup> (vo) (horaires spéciaux).

**RUE CASES-NÈGRES.**  
de Euzhan Palcy.

A la Martinique, l'oppression coloniale vécue principalement par un enfant antillais. Un film chaleureux et plein d'humour.

14 Juillet Parnasse 6<sup>e</sup>. Gaité Rochecouart 9<sup>e</sup>. Saint-Ambroise 11<sup>e</sup> (horaires spéciaux).

**UN FAUTEUIL POUR DEUX.**  
de John Landis.

Le comportement est-il inné ou déterminé par le milieu ? A cette question Landis répond par une joyeuse pantalonade.  
Studio Médicis 5<sup>e</sup> (vo). Georges V 8<sup>e</sup> (vo). Miramar 14<sup>e</sup>.



## Fims fantastiques

### • « La foire des ténèbres »

de Jack Clayton

Dans un petit bourg des Etats-Unis, perdu dans de splendides paysages de campagne, rien ne semble devoir perturber les habitudes et les rêves des habitants.

Le barbier voudrait rencontrer les belles jeunes femmes qu'il n'a pas connues, la vieille institutrice retrouver sa jeunesse d'antan, le vendeur de cigares gagner le gros lot qui lui fera quitter son guichet, l'ingénieur retrouver l'imbattable joueur de football qu'il était.

Tout ça jusqu'au jour où une

foire s'installe dans la ville, dirigée par un forain au pouvoir mystérieux. Curieusement les disparitions se succèdent. Les envies, les espoirs, les rêves se réalisent mais au prix de terribles contreparties.

Deux enfants poussés par la curiosité découvriront les coulisses de cette diabolique fête foraine et de son non moins diabolique manège.

Le réalisateur, qui a tiré son scénario du livre de Ray Bradbury, a misé résolument sur le fantastique et le merveilleux cherchant à plaire plutôt à un

jeune public qui ne se contenterait plus d'histoire à l'eau de rose. Mais il ne semble pas que le résultat soit à la hauteur des ambitions du réalisateur. Et moins encore des souhaits de ces affreux bambins cinéphiles dont il paraîtrait, selon un récent sondage, que depuis *Les dents de la mer* et *Massacre à la tronçonneuse*, il leur faut autre chose pour les émouvoir que cette ténébreuse histoire de foire.

Stéphane HENIN

A Paris : Rotonde 6°. Marbeuf 8°. UGC Boulevard 9°.

### • « La quatrième dimension »

de J. Landis, S. Spielberg, J. Dante et F. Miller

Quatre cinéastes, John Landis, Steven Spielberg, Joe Dante et George Miller, se sont réunis pour rendre un hommage à Rod Serling, le réalisateur d'une émission sur le fantastique célèbre aux Etats-Unis dans les années soixante : *La quatrième dimension*.

Chacun d'entre eux a donc apporté sa pierre à l'édifice. Le film se compose de quatre épisodes se situant chacun à leur façon dans la fiction, le fantastique et le merveilleux.

Le résultat est inégal. Spielberg a conçu une bluette à mille lieux de ses films à grand spectacle. On n'est pas vraiment attendri par ces pension-

naires octogénaires qui retrouvent miraculeusement leur enfance. Joe Dante, lui, essaie, sans vraiment de succès, de nous inquiéter avec son histoire d'enfant diabolique qui fourvoie une jeune femme qu'il a connue à l'occasion d'un accident. Quant à George Miller, son remake de film catastrophe réussit à nous amuser un peu avec cet intrigant extra-terrestre qui s'attaque à un Boeing.

Mais il n'y a finalement que John Landis qui parvient réellement à surprendre. Son personnage central, un petit employé raciste, est rendu hystérique parce qu'un Juif a bénéficié

d'une promotion à sa place. En sortant du café, il se retrouve dans la France occupée... une étoile jaune sur la veste et la Gestapo à ses trousses. C'est de loin l'épisode le plus réussi mais il ne suffit pas à sauver le film.

Stéphane HENIN

A Paris : Forum Orient Express 1°. Rex 2°. Ciné Beaubourg Les Halles 3°. Quintette 5°. Danton 6°. Montparnasse UGC 6°. Biarritz 8°. Colisée 8°. UGC Boulevard 9°. UGC Gare de Lyon 12°. UGC Gobelins 13°. Mistral 14°. 7 Parnassiens 14°. UGC Convention 15°. Images 18°.

## Sélection télévision

### Samedi 18 février

TF1. 20 h 35. **L'avantage d'être constant.** Une comédie d'Oscar Wilde qui pourfend le formalisme et l'hypocrisie de la « high society » de l'Angleterre victorienne.

### Dimanche 19 février

TF1. 20 h 35. **La poudre d'escampette**, film de Philippe de Broca avec Michel Piccoli et Marlène Jobert. Une comédie satirique sur la guerre où sont brocardés le système D français, le flegme britannique, le manque d'aptitude guerrière des Italiens et la neutralité suisse.

A2. 21 h 50. **Vietnam.** Le cinquième volet de l'émission de Henri de Turenne couvre les années 1967-1970. L'enlèvement des Américains et la victoire des Nord-Vietnamiens et du Vietcong lors de l'offensive du Têt. Une émission à ne pas manquer.

FR3. 22 h 30. Cinéma de minuit : **Lame de fond** de Vincente Minnelli.

A2. 22 h 45. Un sculpteur

nommé Picasso. A propos d'un aspect assez inconnu du génie de Picasso.

### Lundi 20 février

A2. 20 h 35. **Le grand échiquier** avec Michel Legrand et son orchestre. Parmi les invités : Claude Nougaro, Fabienne Thibault, Alexandre Lagoya, Barbara Streisand...

FR3. 20 h 35. Cycle François Truffaut : **L'enfant sauvage.** Un film beau et émouvant sur les rapports entre un médecin et un enfant de deux ans trouvé dans une forêt de l'Aveyron au siècle dernier, et coupé de tout contact avec la société humaine. Malgré sa science et son amour pour « l'enfant sauvage », le médecin ne parvient pas à donner à l'enfant une existence culturelle et sociale.

### Mardi 21 février

TF1. 20 h 35. **Les mardis de l'information.** Parmi les reportages proposés, le Liban et le Ghana.

A2. 20 h 40. Au nom du pape

roi, film italien de Luigi Magni. Une critique du tribunal des prêtres, du rôle de l'inquisition face au mouvement d'indépendance des garibaldiens.

### Mercredi 22 février

TF1. 21 h 25. **Masai.** Un reportage sur un peuple de bergers, qui vit aux confins du Kenya et de la Tanzanie.

A2. 21 h 40. **Vive la crise.** Un P-DG des Assurances Générales de France interviewé par Yves Montand voudrait nous persuader qu'il est temps de soigner l'Europe malade. Et en guise de remède, « le travail à temps partiel ». Une médecine qui ne risque guère de convaincre les travailleurs.

### Vendredi 24 février

A2. 22 h 50. Ciné-club : **Le Dibbuk**, film polonais en yiddish, la langue des Juifs d'Europe. Une occasion de découvrir le cinéma yiddish qui a pratiquement disparu après la Seconde Guerre mondiale.

## Jacques Villeret à l'Espace Cardin

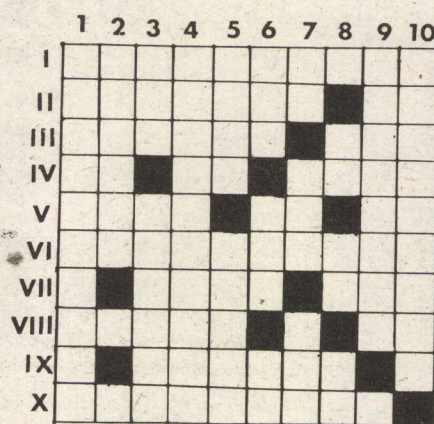


Jacques Villeret reprend pour un mois environ la scène et ce n'est pas pour décevoir. Les sketches qu'il présente sont écrits, pour lui, par Jean-Loup Dabadie et Jean-Michel Ribes.

Et Jacques Villeret donne l'impression qu'il recrée à chaque spectacle ses personnages, là, sur scène, avec la complicité et les réactions des spectateurs : « Comment ?... Ça ne va pas... Il faut recommencer ? ». Oui, mais comment recommencer lorsqu'on n'est pas un magnétoscope ? Et voilà Jacques Villeret parti à nous livrer ses réflexions sur le temps, celles auxquelles tout le monde se livre naturellement et, reprenant les petites phrases banales que chacun dit, cela devient très drôle avec ses manières et sa façon de dire. Il surprend avec les mots les plus simples, fait rire avec les situations les plus communes, mais avant tout il est comédien. Ses jeux de mains, ses expressions, ses grimaces, sa façon de se poster là, devant nous, provoquent déjà le rire. Il faut le voir mimer le premier baiser ou le premier but ! Il a sa façon bien personnelle de prêter son corps, son sourire au vantard du Midi comme au mari en instance de rupture. Et il y a toujours un courant de sympathie qui passe pour les bons-hommes qu'il nous présente. Si la salle passe du rire au silence c'est que l'émotion, parfois, interrompt le jeu, mais pour mieux le reprendre au détour. Jacques Villeret joue de véritables petites scènes à rebondissement dans *Le cascadeur*, *Le complexe* ou *Ça fait peur*. Et il y a la surprise de cette Joconde, accrochée là sur le mur du Musée du Louvre, qui entend toutes les réflexions que les visiteurs lancent à son propos. Il ne suffit pas d'écouter Villeret, allez le voir, dans ses sketches *Le marché commun*, *Lutte des classes*, *Les mots*, *Bonjour l'ambiance*, *L'appel des chirurgiens de France*, etc.

Patricia MULLAN

## Mots croisés



**HORIZONTALE.** — 1. N'a donc rien eu. 2. Zorro par exemple. 3. Parties d'un récipient. 4. Ingénu. Dans la Marne. 5. Article. Sur une borne. Possessif. 6. Jeune volatile. 7. Epoque. Agréable. 8. Dans un certain sens, agrandiras. 9. Transport de bois. 10. Vanne qui ferme un réservoir. Rivière d'Europe centrale. 11. Ici, ne sont pas toujours doux. 12. S'approcha trop du soleil. Moitié de Démotène.

**VERTICALE.** — I. Est de la famille. Vivent dans l'Est africain. Onomatopée. II. Près d'Oléron. Eclaircit le thé ou le café. Partie extérieure de la corne d'artimon. III. Nom d'un recueil attribué à Saemund. Ville de Lettonie. IV. Impôts. Se déplacer. V. Germe. Place au football. VI. Ne fait plus rire. On y reçoit des coups dans le désordre. VII. Elle habite un pays de l'Atlantique Nord. VIII. Portraitiste anglais. Eurent un rôle dans la Révolution française. IX. Parcourue. Façon-nage au marteau. X. Petit anneau. Etreint.

Solution du n° précédent

	1	2	3	4	5	6	7	8	9	10
I	L	E	S	S	I	V	E	U	S	E
II	U	R	T	I	C	A	C	E	E	S
III	C	R	A	S	E		A	L	P	E
IV	H	A	S	E		P	R	E	T	
V	O	T	E		B	O	T		U	T
VI	N	U		M	A	I	E		P	I
VII	N	M		A	N	N	V	E	L	S
VIII	A		S	I		C	R	U	E	S
IX	I		K	E	R	O	S	E	N	E
X	S	A	I	S	O	N		S	T	E



## L'impérialisme à la recherche d'une solution

**A**u Liban, tout le monde le reconnaît, l'armée d'Amine Gemayel est à bout de souffle.

Et il n'y a pas que l'armée libanaise (ou plutôt ce qu'il en reste après que des unités entières aient rallié les insurgés de Beyrouth) qui « est à bout de souffle » : c'est tout le régime de Gemayel qui se trouve dans la plus complète déroute. Malgré l'appui politique, matériel et militaire des Etats-Unis, malgré la présence de contingents américain, français, britannique et italien, malgré une armée équipée et entraînée par des « spécialistes » occidentaux, le régime Gemayel n'a pu s'imposer et n'a réussi, ces derniers mois, qu'à liguier contre lui toutes les forces du pays autres que celles des milices d'extrême-droite des phalangistes chrétiens.

La solution Gemayel a fait la preuve qu'elle n'a abouti qu'à une impasse pour l'impérialisme. Impasse dont l'impérialisme américain, faute de pouvoir ou vouloir prendre massivement le relais d'une armée libanaise, a choisi de sortir à reculons en lâchant Gemayel. Cet abandon est-il total et peut-il déboucher à court terme sur la

chute de Gemayel ? Il est évidemment bien difficile de le savoir, d'autant que si les troupes US ont quitté le sol libanais, elles se trouvent encore dans les eaux de Beyrouth et les canons américains n'ont pas renoncé à bombarder les positions syriennes ou druzes.

Et ce n'est pas le maintien des troupes françaises dans ce pays qui pourrait influencer la situation de quelque façon que ce soit.

L'impérialisme français en n'emboitant pas le pas à son compère américain tente de jouer son propre jeu mais en suivant les fluctuations d'un rapport des forces dont il n'est absolument pas maître. Ainsi, après avoir soutenu Gemayel, l'impérialisme caméléon de France espère pouvoir trouver un terrain d'entente avec les représentants des forces druzes ou chiites.

Mais si une telle politique peut être envisageable sinon possible, c'est bien parce que les dirigeants des clans musulmans sont, eux, prêts à bien des compromis avec les bourgeoisies occidentales dont ils sont plus proches que de leurs peuples.

Alors si, sur le terrain, le

départ des « marines » est bien une « défaite pour l'Occident » comme le reconnaît *Le Figaro*, et une victoire de la détermination, des sacrifices consentis par la masse des petites gens du Liban, cette victoire ne se traduira peut-être même pas forcément par le départ de Gemayel. Car il se pourrait que les combattants chiites d'Amal (qui représentent la fraction la plus pauvre et la plus nombreuse de la population) se voient frustrer des fruits de cette victoire, non pas par les Américains, les phalangistes ou les Syriens, mais par leurs propres dirigeants.

Ainsi, dès que l'insurrection chiite l'eût emporté dans Beyrouth (à l'exception des quartiers chrétiens), la semaine dernière, le dirigeant chiite Nabib Behri s'est empressé de se poser en politicien responsable, sachant tenir ses troupes. Il n'a eu de cesse que celles-ci remettent à la gendarmerie libanaise (qui leur tirait dessus peu avant, pourtant) le contrôle des positions conquises. Alors que plusieurs autres dirigeants de l'opposition semblaient, comme Walid Joumblatt, réclamer le départ de Gemayel, Nabib Behri, lui, a tenu à faire

savoir que, s'il souhaitait le départ de Gemayel, il ne le forcerait pas à le faire et que, respectueux de la Constitution, il laissait aux « chrétiens maronites (le soin) de choisir un autre président maronite ».

Ces déclarations, font remarquer les journaux occidentaux, auraient favorablement impressionné le représentant de Reagan au Liban. Et il est certain que les Occidentaux, notamment les Américains, ne veraient pas forcément d'un mauvais œil une solution ayant l'appui, sinon de la fraction chiite de la population, du moins de ceux qui parlent actuellement en son nom.

Si les « marines » ont dû quitter le Liban, c'est que tout le pays brûlait sous leurs pieds. Et si les Américains semblent commencer à prendre langue avec certains représentants de l'opposition au régime Gemayel, c'est qu'ils savent bien, finalement, que même si cette opposition groupe aujourd'hui derrière elle l'immense majorité de la population libanaise et surtout d'une population forte car mobilisée et armée, elle ne représente pas les véritables intérêts de la population pauvre du Liban. P.L.

# MAROC

## DES CONdamnÉS PAR CENTAINES

Moins d'un mois après les émeutes qui ont secoué le nord du Maroc, les procès contre les milliers de personnes arrêtées lors de la répression ont commencé à s'ouvrir.

Plusieurs centaines d'accusés ont été jugés à Oujda, Rabat, Casablanca, Tanger, etc. Il s'agit pour la plupart de jeunes officiellement soupçonnés de sympathiser ou de militer dans les organisations qu'Hassan II avait désignées comme étant responsables des émeutes, principalement les « khomeinistes » et les « marxistes-léninistes ». Mais, dans la réalité, il suffit bien souvent d'être jeune et d'avoir été embarqué au cours d'une manifestation pour se retrouver devant le tribunal et condamné à des peines qui vont de un mois avec sursis à trois ans de prison ferme.

En fait, en poursuivant ainsi la répression, après l'intervention de la police et de l'armée qui avait fait plusieurs dizaines de victimes, officiellement, au moment des émeutes, Hassan entend montrer à tous que son régime ne pardonne pas et qu'il est prêt, pour se maintenir, à frapper tous ceux qui, de près ou de loin, ont participé à la révolte. Une politique qui ne peut que dresser encore plus la population contre lui et à terme — c'est en tout cas à souhaiter — préparer sa chute.

M.R.

## A propos du soulèvement de janvier

- Pour le gouvernement, une baraque de bidonville c'est un signe extérieur de richesse !
- Des chiens policiers étaient lâchés sur des enfants.
- La population pauvre attaquait des casernes à l'arme blanche.

Le bulletin du Comité de lutte contre la répression au Maroc revient, dans son numéro de février, sur le soulèvement populaire et donne des informations dont nous extrayons les passages suivants :

ALHUCEIMA, 11-14 janvier 1984 :

« Le mercredi 11 janvier 1984, les élèves du lycée Al Badissi ont entamé une grève, le matin, et ont organisé une manifestation où quelques mots d'ordre ont été scandés : « Etudiants, unissez-vous ! », « Nous n'avons pas l'intention d'abandonner la lutte des masses populaires ! ». Certains mots d'ordre étaient en tamazight (berbère) : « Main dans la main, comme les doigts d'une main ! ».

Les forces de l'ordre sont intervenues. (...)

Pour riposter contre cette répression, les lycéens ont dû manifester une deuxième fois, et continuer la grève, le jeudi 12 janvier. Les forces de répression sont intervenues à nouveau, cette fois accompagnées des soldats de la marine. Mais, cette fois, les lycéennes et les lycéens ont affronté ces forces ; en effet, ils ont cassé les tables pour fabriquer des bâtons pour se défendre. (...)

Des mots d'ordre ont été scandés contre le régime et les dernières hausses de prix. Il y eut alors, en cet endroit, un affrontement violent entre les forces de l'ordre et les soldats de la

marine. Les manifestants : lycéens, lycéennes, marins-pêcheurs, marginaux, se sont réfugiés dans les montagnes et ont utilisé des armes blanches. Il y aurait eu de nombreux blessés parmi les forces de répression ; l'un des leurs, au moins, serait mort dans ces affrontements, qui rappellent les événements de 1958 et 1959, dans le Rif. (...)

Mais ces événements ne se sont pas limités à Alhuceima et Imzeren ; ils ont également touché le village de Tamasint qui s'est transformé en un petit lac de sang, du fait de l'attaque, à l'arme blanche, des casernes des forces auxiliaires. (...)

NADOR 24 janvier :

Les villages environnants — dans un rayon de 7 à 15 km — ont pleinement participé au mouvement. Haroui, Zayyou, Farkhana, Azyheghen, connaissent maintenant la terreur du quadrillage militaire et policier.

Dans le village d'Haroui, des paysans ont brûlé le magasin d'un proche parent de Mansouri Ben Ali, ministre des Transports et personnalité locale (membre du Mouvement Populaire, parti gouvernemental qui se proclame berbérisant). (...)

RABAT :

Des brigades de chiens ont été lâchées sur des enfants. Il y a eu pas

mal d'arrestations et des mères qui apportaient de la nourriture ont pu voir des policiers donner des coups de pieds dans les tagines. (...)

Dans les milieux populaires, le recensement des « foyers nécessiteux » qui a remplacé finalement celui des grandes fortunes annoncé par le roi dans son précédent discours, s'est vite avéré être une duperie. Ici, on a installé un bureau, mais de telles foules se sont massées devant, qu'il a fallu bien vite fermer le bureau à peine ouvert. Ailleurs, on a débouté ceux qui venaient se faire inscrire : une télé est un signe extérieur de richesse, une baraque de bidonville aussi, etc. (...)

Les arrestations semblent massives sur l'ensemble du pays et on peut avancer le chiffre de 5 000 personnes. Elles sont destinées à produire un effet de peur, mais aussi à trier ceux qu'on va libérer de ceux que l'on va faire passer devant les tribunaux.

Dans certaines villes, les arrestations par centaines ont conduit la police à masser les détenus dans les camps, à l'extérieur des villes, ainsi à Fès.

Les milieux intégristes sont très touchés. Les milieux d'anciens détenus politiques, bien entendu, le sont aussi. »

(Comité de lutte contre la répression au Maroc, 14, rue de Nanteuil, 75015 Paris. Tél. : 532.01.89.)